

Document du
Fonds International de Développement Agricole

ROYAUME DU MAROC
PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS
LE MOYEN ATLAS ORIENTAL (PDRMO)
(Prêt FIDA No. 685-MA)

RAPPORT DE MISSION DE SUPERVISION
DU 30 JUIN AU 17 JUILLET 2011

Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
Département de la gestion des programmes

Rapport No. 2470-MA
Juillet 2011

TABLE DES MATIERES

Appendices

- Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- Appendice 2 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
- Appendice 3 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement par composante; décaissements par catégorie
- Appendice 4 Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement
- Appendice 5 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- Appendice 6 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- Appendice 7 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation
- Appendice 8 Situation et besoins en ressources humaines

UNITE MONETAIRE ET TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Dirham marocain (DH)
1,00 USD	=	7,88 DH
1,00 DH	=	0,127 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

ADS	Agence de Développement Social
AEP	Adduction d'Eau Potable
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AMC	Association de Microcrédit
AL	Autorités locales
AMAPPE	Association Marocaine d'Appui à la Promotion de la Petite Entreprise
ANOC	Association Nationale Ovine et Caprine
AO	Appel d'Offres
AT	Assistance technique
AUEA	Association des Usagers d'Eau Agricole
BE	Bureau d'Etudes
CE	Crédits d'Engagement
CES	Conservation des Eaux et des Sols
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CP	Crédits de Paiement
CPS	Cahier des Prescriptions Spéciales
CR	Commune Rurale
CT	Centre de Travaux
DAAJ	Direction des Affaires Administratives et Juridiques
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DP	Direction du Projet
DPA	Direction Provinciale de l'Agriculture
DPEFLCD	Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la Lutte contre la Désertification
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DREFLCD	Direction Régionale des Eaux et Forêts et de la Lutte contre la Désertification
DTS	Droits de tirage spéciaux
ECD	Etats certifiés de dépenses
FDA	Fonds de Développement Agricole
FIDA	Fonds international de développement agricole
GID	Gestion intégrée des dépenses
GR	Génie Rural
IGF	Inspection Générale des Finances
INDH	Initiative Nationale pour le Développement Humain
MAPM	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEN	Ministère de l'Education Nationale
OFID	OPEC Fund For International Development
ONEP	Office National de l'Eau Potable
ONG	Organisation non gouvernementale
ONSSA	Office National de Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires
OPA	Organisations professionnelles agricoles
PCD	Plan Communal de Développement

PDA	Provincial Directorate for Agriculture
PDD	Plan de Développement de Douar
PDRMO	Projet de développement rural dans le moyen Atlas Oriental
PMH	Petite et Moyenne Hydraulique
PMV	Plan Maroc Vert
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
RC	Règlement de Consultation
SA	Service administratif
SAEP	Système d'Alimentation en Eau Potable
S&E	Suivi-Evaluation
SMOP	Service de Mise en Œuvre des Projets
SPA	Service de la Production Agricole
SS	Service de Support
SVA	Service de la Vulgarisation et de l'Appui
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TdR	Termes de Référence
UGP	Unité de Gestion du Projet

CALENDRIER

Exercice financier 1^{er} janvier-31 décembre

ROYAUME DU MAROC

PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LE

MOYEN ATLAS ORIENTAL (PDRMO)

PRÊT NO. 685- MA

MISSION DE SUPERVISION: 30 JUIN AU 17 JUILLET 2011

A. Introduction

1. Durant la période du 30 juin au 17 juillet 2011, une mission du FIDA s'est rendue à Missour pour effectuer la supervision du projet de développement rural dans le moyen Atlas Oriental (PDRMO). Elle était composée de Monsieur Mohammed Laklalech spécialiste en organisation et gestion des projets, coordinateur de la mission et de Madame Khadija Bourarach, sociologue, spécialiste en développement communautaire, genre et entrepreneuriat féminin.
2. La mission s'est fixée comme objectifs de passer en revue l'ensemble de l'exécution du projet, d'établir pour chacune des composantes et sous-composantes du projet une situation des progrès accomplis en fonction des produits et réalisations prévus dans le rapport d'évaluation et dans le cadre logique du projet, d'analyser les aspects fiduciaires du projet, d'effectuer une mise au point sur le degré de mise en œuvre des recommandations émises lors des précédentes missions de supervision et de suivi, d'analyser les contraintes et les propositions de solutions pour les lever, d'appuyer la Direction du projet dans la préparation de la documentation nécessaire à l'examen à mi-parcours, d'identifier les innovations du projet, d'examiner les mesures prises pour leur diffusion et d'apprécier les actions engagées en matière de gestion des savoir-faire et de durabilité des réalisations.
3. La mission a essentiellement travaillé avec les intervenants dans l'exécution du projet, notamment Monsieur le directeur provincial de l'agriculture, le chef de l'UGP, le chef du

SMOP, les membres de l'UGP et les partenaires du projet (Agence de développement social, service vétérinaire, direction provinciale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification, délégation de l'éducation nationale, association El Hadaf et INDH) ainsi que les directeurs des trois CT et les équipes de terrain, les associations de développement local, les coopératives, les agriculteurs et certaines sociétés du secteur privé, notamment des bureaux d'études. La mission a abordé en détail avec la Direction du Projet l'état d'avancement de la mise en œuvre des composantes du projet, les aspects fiduciaires, le SYGRI et les PTBA 2010 et 2011.

4. La mission a effectué des visites de terrain dans les zones des CT de Outat El Haj, de Boulemane et de Skoura pour visualiser et constater les réalisations en termes d'infrastructures (PMH, CES, etc.), d'alphabétisation, d'AGR et d'essais de démonstration et pour tenir des séances de travail avec les associations et les coopératives en vue d'évaluer les progrès réalisés.
5. La mission s'est déroulée dans de bonnes conditions grâce à l'accueil cordial qui lui a été réservé et la disponibilité de l'ensemble des responsables, cadres et techniciens de la DPA, des CT et des autres partenaires qui lui a facilité le travail.
6. Le jeudi 13 juillet 2011 deux réunions ont été tenues à la DPA de Boulemane avec l'équipe de la Direction du projet et les représentants des CT concernés. La première a été consacrée à la présentation des données, de la documentation et des indicateurs à préparer pour la mission d'examen à mi-parcours et la deuxième a été réservée à la restitution des résultats de la mission.
7. A Fès, la mission a tenu des réunions avec la DREFLCD de Fès-Boulemane, avec l'ONEP et avec la DRA.
8. A Rabat, la mission a tenu une réunion avec des responsables au niveau de la Direction du Budget au Ministère de l'Economie et des Finances.
9. Le présent rapport présente les principales conclusions et recommandations de la mission. Ces conclusions représentent les opinions de la mission et ne sauraient engager le FIDA sans son accord.

B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet

10. Le projet, qui est à sa cinquième année d'exécution, a connu certaines améliorations limitées par rapport à sa situation au 30/12/2009; mais globalement, le projet connaît des retards très importants dans ses principales composantes et ce en dépit des efforts entrepris par la Direction du Projet. Ces retards sont liés principalement à l'insuffisance des ressources humaines et matérielles que requiert l'approche adoptée par le projet nécessitant des compétences qualifiées, au plan de charge de la DPA et à l'insuffisante mobilisation des différents partenaires du projet.
11. La composante renforcement des capacités a connu des niveaux de réalisation variables: i) l'élaboration des PDD n'a pas été achevée à la date convenue lors de la dernière mission de supervision et la qualité des PDD reste à améliorer; ii) la formation des membres des associations et des coopératives a été réalisée; et iii) le programme d'alphabétisation avance dans de bonnes conditions et la mission constate avec satisfaction le déroulement de cette action et le sérieux de l'ONG concernée.
12. La sous-composante PMH a connu une amélioration pour ce qui concerne l'assistance technique et l'exécution des travaux. Cependant, en ce qui concerne l'organisation des bénéficiaires en AUEA et leur formation, des retards importants sont enregistrés et affectent l'approche de mise en œuvre du projet et la durabilité des actions réalisées. Concernant le suivi des travaux et avec l'appui de l'assistance technique, le SMOP assure régulièrement le suivi des travaux des marchés en cours et la qualité des travaux est généralement satisfaisante exception faite de quelques chantiers nécessitant un suivi plus rapproché et un contrôle de la qualité des travaux par des laboratoires spécialisés.

13. Les deux sous-composantes désenclavement et AEP n'ont pas encore connu de démarrage. Pour la sous-composante pistes, les réalisations ont porté essentiellement sur l'identification du programme sur la base des besoins des PDD et en concertation avec les communes rurales concernées, un programme de 140 km a été identifié et validé par les CR. Le marché d'étude prévu en 2010 n'a pas encore connu de démarrage vu que l'appel d'offres a été déclaré infructueux et a été relancé cette année.
14. La sous-composante conservation des eaux et des sols qui a connu un bon démarrage au début du projet, a enregistré un certain retard vu que l'étude nécessaire pour le lancement des marchés engagés en 2010 n'a pas été validée. L'accord de partenariat engagé avec la DREFLCD connaît des difficultés dans sa mise en œuvre en raison de l'incapacité de la DP à mobiliser les moyens de fonctionnement nécessaires. Toutefois, la mission note avec satisfaction la collaboration engagée entre la DPA et la DPEFLCD de Boulemane.
15. La composante intensification et diversification de la production agricole a connu des niveaux de réalisation différents selon les sous-composantes: i) pour la sous-composante développement de la production végétale, les réalisations sont satisfaisantes pour les formations et les démonstrations réalisées au profit des agriculteurs, les distributions de plants ont été réalisées cette année (10 000 plants d'oliviers); cependant, aucun contrat de recherche –développement n'a été établi à la date de la mission; ii) la sous-composante amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage a connu des niveaux de réalisation différents selon les actions: pour ce qui concerne le développement de l'élevage et grâce aux 4 conventions de partenariat engagées avec l'ANOC, les réalisations ont été très satisfaisantes et ont porté sur la sensibilisation et la formation des éleveurs, leur encadrement, la réalisation de campagnes de prophylaxie et la constitution de groupements. Cependant, concernant le renforcement de la santé animale, l'action s'est heurtée au manque de moyens humains et logistiques pour réaliser cette activité, et depuis, ce sont les éleveurs, les associations et les coopératives qui récupèrent les produits auprès de l'ONSSA après engagement pour une utilisation équitable entre les adhérents; iii) les points d'eau ne sont pas encore réalisés; et iv) les actions des sous-composantes amélioration pastorale et réhabilitation des écosystèmes forestiers n'ont pas encore démarré.
16. La mission a noté les efforts déployés par les CT pour le développement des AGR auprès des femmes et des hommes et la réalisation des actions d'encadrement et de vulgarisation.
17. Pour ce qui concerne la composante appui aux services financiers et promotion de la micro-entreprise, seule l'étude des filières a été réalisée. Le manque d'intérêt des AMC à répondre aux appels d'offres relatifs à cette composante a amené l'UGP à scinder la partie microcrédit de celle de la promotion de la micro entreprise conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision. Le projet a lancé une consultation auprès des AMC qui ne concerne que la partie microcrédit et le spécialiste en micro- entreprise a été prévu dans l'appel d'offres assistance technique. Malgré cette tentative, aucune AMC n'a manifesté son intérêt pour le dernier appel d'offres dont le délai était fixé au 8 juin. La mission recommande de statuer sur le devenir de cette sous-composante lors de la mission d'examen à mi-parcours.
18. Concernant la composante organisation et gestion, et en dépit des efforts déployés par la Direction du projet, les niveaux de réalisation ont été plus ou moins satisfaisants. En ce qui concerne les ressources humaines, la situation n'a pas beaucoup évolué à la date de la mission et ce malgré les efforts entrepris par le MAPM et la DPA pour le renforcement de l'équipe du projet (deux nouveaux cadres ont été affectés à la DPA). Pour ce qui concerne la gestion, la coordination et le suivi (élaboration des PTBA, SYGRI, etc.) les réalisations sont satisfaisantes; cependant, en ce qui concerne le suivi comptable et financier, des insuffisances ont été relevées au niveau de l'archivage des marchés et de la tenue de la situation comptable.

19. Pour ce qui concerne les réalisations financières, le projet accuse des retards considérables: seulement 73,11 millions de DH ont été délégués, soit 37% des crédits prévus. Les engagements n'ont atteint qu'environ 38,56 millions de DH, soit 53% des crédits délégués et les émissions n'ont pas dépassé les 17 millions de DH, soit 44,6%. Les décaissements restent très faibles et ne représentent que 11,8% du montant du financement (1,31 million de DTS, dont 0,85 comme avance, sur les 11,25 millions prévus).
20. Pour ce qui est du suivi-évaluation, l'équipe de l'UGP s'est bien appropriée le SYGRI. Globalement, le système est alimenté mais il y a des incohérences dans les données relatives aux indicateurs de la matrice (niveau 1). Cette incohérence est due à l'insuffisance dans le suivi des actions.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Activer l'achèvement et la validation des PDD	BE, DP, MAPM	Fin septembre 2011
Remettre les synthèses des PDD (mission III du marché)	BE, UGP	Fin octobre 2011
Réclamer le rapport d'audit de la première convention d'alphabétisation et lancer la 4 ^{ème} convention	El Hadaf et Adrar	Octobre 2011
Lancer l'AO recherche-développement (partie diagnostic)	DPA, UGP	Janvier 2012
Mettre à la disposition du projet les moyens de transport nécessaires	DP, MAPM	Septembre 2011
Activer l'engagement du contrat d'assistance technique	DP, MAPM	Septembre 2011

C. Produits et réalisations

Composante 1: Renforcement des capacités locales

21. Cette composante, qui vise le renforcement des capacités communautaires, comprend: i) la formation en techniques de communication, en approche participative et en méthodologie d'élaboration des PDD, de 10 animateurs/trices, en plus des spécialistes-matière de l'UGP; ii) un programme d'alphabétisation fonctionnelle destiné aux femmes et aux jeunes filles ainsi qu'aux agriculteurs, éleveurs et fils d'agriculteurs et d'éleveurs; et iii) la formation des membres des bureaux des associations et des coopératives en 26 sessions échelonnées de l'année 2 à l'année 6 du projet.
22. La formation en techniques de communication, en approche participative et en méthodologie d'élaboration des PDD a été réalisée et un guide opérationnel d'élaboration des PDD a été préparé par le bureau d'études chargé de la formation. Le guide opérationnel d'élaboration des PDD produit par le bureau d'études chargé de la formation et de l'encadrement des 20 premiers PDD a servi à la direction du projet pour l'élaboration et la validation de ces PDD.
23. Pour faire face à l'insuffisance en ressources humaines, les 130 PDD restants ont été sous-traités à un bureau d'études. Ce dernier devrait, selon les TdR, mobiliser durant 10 mois, une équipe de spécialistes et d'animateurs pour l'élaboration et la validation de ces PDD. Malgré les engagements fournis par le bureau d'études lors de la dernière mission de supervision (2010) et les solutions adoptées pour en accélérer l'achèvement (validation au niveau de la DPA) et malgré les avancées réalisées depuis la dernière mission, l'élaboration des PDD et leur validation ne sont pas encore achevées. En effet, à la date de la mission, sur les 130 PDD prévus dans le marché, 90 ont été remis dont 75 ont été validés. Il reste 40 PDD à remettre.

24. La mission a tenu une réunion avec le bureau d'études chargé de cette activité et a insisté sur l'achèvement des PDD et leur validation avant fin septembre 2011. Celui-ci s'est engagé, en présence de l'UGP, à remettre 15 PDD à la mi-juillet, 15 autres à la fin juillet et les 10 derniers fin août 2011. La validation de l'ensemble des PDD sera achevée fin septembre. Les validations devront être groupées afin de pouvoir discuter des actions inter-douars (pistes, aménagement des périmètres de PMH, etc.) au niveau d'une CR. Le retard dans l'élaboration des PDD a par conséquent engendré un important décalage entre la phase de planification/programmation qui devait être basée sur les PDD et la phase de réalisation des actions telles que définies dans le rapport d'évaluation du projet. Ce constat est cependant tempéré par le fait que la plupart des actions engagées par le projet ont été réalisées avec la participation des populations (identifiées lors de l'élaboration des PDD) et suite à leur demande. Cependant, l'absence d'animateurs réduit la circulation de l'information pour créer cette demande surtout chez la population cible.
25. En ce qui concerne la qualité des rapports élaborés (appréciée à travers l'examen de certains PDD), la mission note que malgré une amélioration de la qualité des rapports produits pour ce qui concerne le diagnostic et l'identification des besoins selon le genre (besoins des jeunes et des femmes pris en considération), une insuffisance de l'analyse des potentialités, de la cohérence entre les activités actuelles et celles proposées (ex. interaction élevage /extension de l'arboriculture) persiste, ce qui témoigne de l'insuffisance des apports des spécialistes matières.
26. La mission a en outre demandé au bureau d'études d'établir les synthèses prévues par le marché, correspondant à la mission III. Cette synthèse devra faire ressortir les particularités qui peuvent constituer des cas pilotes en matière d'innovation et ce, afin de pallier aux insuffisances de l'implication des spécialistes-matières (voir recommandations ci-dessous). Cette synthèse doit être remise avant fin octobre 2011.
27. Pour ce qui est des contrats-programmes, la mission a eu une discussion avec l'UGP sur l'état d'avancement de l'élaboration de ces contrats. Celle-ci s'est montrée très réservée par rapport à leur établissement étant donné les incertitudes portant sur le financement des activités et leur exécution. Elle préfère établir des conventions et des contrats par action avec les groupes d'intérêt concernés: les contrats concernant les pistes seront passés avec les CR, les contrats concernant les aménagements des périmètres irrigués seront établis avec les AUEA, ceux des AGR avec les bénéficiaires, etc. Des modèles ont été élaborés ou en cours d'élaboration. La mission d'examen à mi-parcours devra approfondir cette proposition. Cependant, les modèles de contrats devront être envoyés au FIDA pour validation.
28. Pour s'assurer de la prise en compte des PDD dans l'élaboration des plans communaux de développement (PCD) élaborés par les communes et l'agence de développement social (ADS), la mission a tenu une réunion avec le représentant de ladite agence au niveau de la province. Ce dernier en a présenté l'avancement de l'élaboration et la stratégie adoptée pour tenir compte des résultats des PDD. Il a, par ailleurs, souligné que même si l'ADS ne dispose pas de fonds pour la mobilisation des financements complémentaires nécessaires, elle essaie d'encourager la convergence des interventions entre les différents services concernés. Lors de cette réunion, le représentant de l'ADS a présenté l'approche adoptée pour la mise en œuvre des PCD au niveau de la province. La mission l'a sensibilisé sur l'importance, non seulement de l'intégration des PDD dans la formulation des PCD, mais également sur l'importance de la convergence sur le terrain. Ceci revient à prioriser les CR du PDRMO lors de la mise en œuvre des PCD. Une coordination continue entre l'UGP et l'ADS devra être maintenue pour réaliser cette priorisation.
29. Dans le souci de renforcer la synergie entre les différents intervenants, la mission a tenu également une réunion avec les structures provinciales de mise en œuvre de l'INDH. Le responsable de ce programme au niveau de la province s'est dit disposé à engager une convention avec le projet. Il a précisé qu'il est en train de négocier un partenariat avec le

Gouvernement Catalan qui pourrait aussi constituer un troisième partenaire. Une convention devra être rédigée entre ces parties dès que possible.

30. **Recommandations:** concernant les PDD et les activités y afférentes, la mission recommande: i) d'activer l'achèvement des PDD et leur validation avant fin septembre; ii) d'exiger du bureau d'études la remise du rapport de synthèse de chaque PDD (troisième mission du marché). Ces synthèses devront faire ressortir les particularités qui peuvent constituer des cas pilotes pour l'innovation. Ces particularités devraient être analysées par les spécialistes-matières; iii) de consolider les résultats des PDD¹ au niveau d'espaces d'exploitation inter-douars tels que les périmètres irrigués, les parcours collectifs, les parcs sylvo-pastoraux et les CR; iv) d'accélérer l'élaboration des contrats qui seront proposés aux groupes d'intérêt et de les remettre au FIDA pour validation; et v) de concrétiser la mise en place d'une convention pour assurer la convergence entre les activités de l'INDH et celles du Projet.
31. **Programme d'alphabétisation fonctionnelle:** La convention prévoit, principalement, l'alphabétisation fonctionnelle sur 2 ans (8 mois/an) et des séances de sensibilisation et d'information sur de nombreux thèmes relatifs à la santé, l'hygiène, la vie associative, etc.
32. A cette date, trois conventions ont été établies avec les associations El Hadaf et Adrar. Globalement, 21 classes sur les 23 prévues par les trois conventions sont en cours de formation (dont certaines classes ont achevé la durée prévue). Les 23 classes ont été réparties initialement en 4 classes réservées aux hommes et 19 classes destinées aux femmes pour l'ensemble des conventions. Néanmoins, devant l'absence d'intérêt des hommes à suivre les cours d'alphabétisation, trois classes sur les quatre ont été suspendues, la quatrième classe continue à fonctionner encore pour un groupe d'hommes. L'association El Hadaf a réussi à remplacer une des trois classes suspendues et elle est en train de chercher de nouvelles communautés pour les deux autres classes qui restent. Les trois conventions réunies ont concerné 650 bénéficiaires environ dont la majorité est constituée de femmes. Le bilan détaillé des réalisations est comme suit:
- Première convention: sur les 7 classes prévues par la convention, 5 ont pu suivre leur cursus, la sixième classe a été remplacée à cause de l'abandon de ses bénéficiaires alors que la septième sera remplacée en septembre. Concernant les indicateurs de performance de la première année de cette convention, les résultats indiquent un taux de réussite de 67% sur un taux de 90% de bénéficiaires ayant suivi et passé l'examen. Pour ce qui concerne le taux d'abandon, il a été de 8% et le taux d'absentéisme a été de 35%.
 - Pour les deux nouvelles conventions, il y a eu la mise en place de 15 classes sur les 16 prévues. En effet, une seule classe des hommes sur les deux prévues a été suspendue suite à la non-adhésion des bénéficiaires. Les premiers indicateurs de performance communiqués à la mission sont les suivants: 79,33% des bénéficiaires ont passé les examens, le taux de réussite est de 83,19% alors que les taux d'abandon et d'absentéisme sont respectivement de 20,66 et de 40%.
33. Sur le terrain, la mission s'est entretenue avec des femmes qui suivent les séances d'alphabétisation. Celles-ci ont exprimé leur satisfaction pour les opportunités que leur offre cette action, notamment pour développer des AGR, suivre la scolarisation des enfants et mieux comprendre et appliquer les préceptes de la religion. Elles ont souligné leur souhait et leur volonté de poursuivre les cours plus que ce qui est prévu par la convention (il est à rappeler que chaque convention prévoit 16 mois à raison de 8 mois par cycle), et ont également demandé des appuis pour les AGR créées et/ou la création de nouvelles AGR. Les entretiens tenus avec la monitrice ont permis de relever un taux d'absentéisme des femmes particulièrement important lors des périodes d'intense activité agricole (ex. période de moisson). Par ailleurs, la mission a appris que le paiement des salaires enregistre des retards très importants (7 mois pour la monitrice

1 Ne figurant pas dans les clauses du marché, cette recommandation reste à titre optionnel.

précitée). Ces retards installent des doutes, réduisent la confiance, l'efficacité et impactent directement sur la qualité.

34. La mission a tenu également une réunion avec le coordonnateur de ce programme au niveau de l'association Al Hadaf (assurant en même temps la coordination pour Adrar). Lors de cette rencontre, il a été discuté de l'état d'avancement des trois conventions de partenariat engagées avec le projet, des problèmes rencontrés et des relations que tisse l'association Al Hadaf avec les femmes. Le coordonnateur a précisé les doléances des femmes bénéficiaires, qui corroborent celles présentées par les femmes elles-mêmes lors de la visite de la mission sur le terrain et qui consistent en: i) la poursuite des séances de formation après l'achèvement des cycles de formation pour maintenir les acquis; ii) l'intérêt des formations annexes sur la santé, la religion et l'artisanat; et iii) la nécessité de lier le programme d'alphabétisation aux AGR de telle manière à accorder la priorité aux femmes ayant bénéficié du programme d'alphabétisation. Pour cette deuxième doléance, le coordonnateur a souligné les efforts d'El Hadaf qui, de son côté, est en train de mener une évaluation sur les AGR actuelles et celles qui peuvent faire l'objet d'un appui. Ce travail est organisé en collaboration avec l'AMAPPE et la fondation Drosos dans le cadre du programme d'appui à la création et au développement des AGR portées par les femmes au niveau des provinces de Sefrou et de Boulmane.
35. Lors de cette rencontre, le coordonnateur a souligné les difficultés rencontrées pour remplacer les classes suspendues suite au désintéressement des bénéficiaires au niveau du même douar. Par ailleurs, la mission a appris qu'à cette date, les deux associations partenaires ne disposent pas encore de la liste des douars ayant exprimé leurs besoins en alphabétisation dans les PDD. Dans ce sens, la mission leur a proposé: i) d'examiner la possibilité de transférer les classes suspendues dans d'autres douars dont les habitants sont demandeurs d'alphabétisation à condition de rester dans la zone du projet; et ii) de réclamer rapidement à l'UGP la liste des douars ayant demandé l'alphabétisation comme première, deuxième et troisième priorité à travers les résultats des PDD. Cette liste pourra les guider à cibler directement les populations des douars où cette demande est fortement exprimée et qui sont disposées à suivre les séances programmées.
36. La mission s'est également informée sur l'audit de la première convention d'alphabétisation. Le coordinateur a précisé qu'il est en cours de préparation et qu'il sera envoyé à la PDA en septembre 2011.
37. Dans le but d'assurer une synergie avec la Délégation de l'Education Nationale, notamment en matière de suivi de la qualité des cours, la mission a tenu une réunion avec le responsable de l'alphabétisation au niveau de cette délégation. Lors de cette réunion, il lui a été demandé d'examiner la possibilité d'intégrer les classes d'alphabétisation du projet FIDA dans la liste globale des classes d'alphabétisation ouvertes au niveau provincial, et ce afin qu'elles bénéficient de l'inspection et du suivi de la qualité entrepris par la délégation. Ce responsable a exprimé la disposition de son administration à satisfaire cette demande. Cependant, il a souligné la nécessité d'officialiser cette opération. Un écrit dans ce sens du directeur du projet au délégué concerné devra être transmis. La lettre doit être accompagnée de la localisation des classes et des programmes menés dans le cadre des conventions réalisées avec l'association El Hadaf.
38. La mission constate avec satisfaction le bon déroulement de cette action et le sérieux de l'ONG. Cependant, même si le programme d'alphabétisation avance dans de bonnes conditions, des réajustements et des améliorations sont à apporter. Dans ce sens, la mission recommande:
 - d'introduire des modifications au niveau de l'article 12 de la convention afin de procéder à des paiements en classes /mois (après réception de chaque rapport mensuel) mais parallèlement, d'exiger que les monitrices reçoivent leurs salaires dans les délais;

- d'adapter les calendriers d'ouverture des classes aux rythmes des activités agricoles en concertation avec les femmes;
- de s'appuyer sur les résultats des PDD pour l'identification des nouvelles classes. Dans ce sens, l'UGP doit préparer la liste des douars qui ont demandé l'alphabétisation parmi les 3 premières priorités des PDD et la remettre au coordonnateur du programme d'alphabétisation (Al Hadaf);
- d'engager les prochaines conventions avec la même ONG pour profiter de l'expérience accumulée;
- de remplacer les classes suspendues à cause du manque d'intérêt des bénéficiaires par de nouvelles classes dans d'autres douars de la zone du projet;
- de réclamer le rapport d'audit de la première convention et de préparer la quatrième convention pour l'année 2011-2012;
- d'associer le Ministère de l'Education Nationale au suivi de la qualité de l'enseignement dispensé.

39. **Formation:** le projet a réalisé, depuis son lancement, de nombreuses formations destinées au personnel d'administration du projet, aux ingénieurs et techniciens ainsi qu'aux coopératives et associations. Les principales formations selon les profils des bénéficiaires sont comme suit:

- Le personnel de l'administration et le personnel du projet ont bénéficié de formations sur 5 thèmes: i) la gestion et le suivi du projet; ii) les techniques de communication; iii) la gestion de bases de données; iv) les systèmes d'information; et v) la formulation et le financement des projets locaux.
- Les cadres et les techniciens des services techniques ont bénéficié de 3 thèmes à savoir: i) les études de CES et de pistes; ii) les techniques d'élevage (petits ruminants, apiculture et cuniculture); et iii) l'arboriculture et les cultures maraîchères.
- Les organisations professionnelles ont bénéficié de 3 modules: i) la gestion des associations et des coopératives; ii) la création et la gestion des petites entreprises féminines; et iii) la formulation et la mise en œuvre des projets locaux.
- Les agriculteurs ont bénéficié de 5 thèmes qui portent sur: i) l'arboriculture fruitière; ii) les cultures maraîchères; iii) la conduite des troupeaux ovins et caprins; iv) l'apiculture et la cuniculture; et v) les plantes aromatiques et médicinales.
- Par ailleurs, trois sessions de formation ont été réalisées au profit des coopératives et des associations ayant créé des AGR.

40. Malgré les efforts déployés pour la réussite des formations, la visite sur le terrain a permis à la mission de relever de nombreuses carences qui doivent être redressées rapidement. Ces carences ont été constatées chez les bénéficiaires des AGR (insuffisance dans la gestion des coopératives et associations et dans le travail collectif, faiblesse dans la maîtrise des techniques de production, notamment pour les AGR apicoles). Par ailleurs, l'absence des AUEA ne permet pas d'assurer la durabilité des périmètres qui seront aménagés par le projet. Globalement, les groupes d'intérêt ont encore un besoin de renforcement des capacités aussi bien pour les thèmes relatifs à la gestion, organisationnelle que pour les thèmes techniques, particulièrement ceux relatifs à l'apiculture et à la gestion collective.

41. La mission recommande que: i) les prochaines formations soient orientées vers la pratique; ii) le suivi soit assuré pour apprécier les retombées des formations et approcher les insuffisances à combler; et iii) les formations soient associées aux voyages

et aux démonstrations pour une meilleure appropriation des thèmes (voir composante 3).

Composante 2: Aménagements et infrastructures socio-économiques

Sous-composante petite et moyenne hydraulique

42. Cette sous-composante vise la réhabilitation des périmètres irrigués. Les actions du projet concernent le renforcement des capacités du SMOP de la DPA en mettant à sa disposition, dans le cadre de contrats annuels, un ingénieur et un technicien et la réhabilitation des réseaux d'irrigation des petits périmètres irrigués par la construction de 19 seuils de dérivation des eaux des oueds, l'aménagement de trois sources, la réhabilitation d'une khattara et le revêtement de 106 km de séguias.
43. Par ailleurs, et en vue de renforcer les capacités des AUEA pour assurer la gestion des réseaux d'irrigation, le projet a prévu la formation des AUEA à travers un programme adapté à leurs besoins.
44. Suite aux inondations et crues de l'automne 2008 et de l'hiver 2009 qui ont causé des dégâts considérables sur les périmètres d'irrigation (ouvrages de dérivation et réseau de séguias), le programme a été revu et il a ainsi été décidé de donner la priorité aux ouvrages de tête (seuils de dérivation et canaux tête morte).
45. En termes de réalisation, l'année 2010 et le début de l'année 2011 ont été marqués par une certaine dynamisation des actions de cette sous-composante. Les réalisations sont relatées dans ce qui suit:
 - **Renforcement des capacités du SMOP:** en dépit de l'appui de l'assistance technique fournie (deux techniciens en génie rural) et de son rôle dans le suivi des marchés de travaux, le SMOP continue de souffrir de l'insuffisance des ressources humaines compte tenu de son plan de charge saturé. Toutefois, il est prévu que cette situation s'améliore à travers l'affectation d'un ingénieur en génie rural (GR) par le MAPM et la mise à la disposition du SMOP de deux ingénieurs GR, de trois techniciens et d'un topographe dans le cadre d'un marché d'assistance technique en cours d'engagement. Une attention particulière doit être accordée à ces mesures pour qu'elles soient concrétisées dans les meilleurs délais.
 - **Formation:** la situation n'a pas connu d'évolution par rapport à la dernière mission de supervision. En effet, et à part la réalisation d'un seul module de formation au profit de quelques AUEA, la DPA et les deux bureaux d'études concernés rencontrent des difficultés pour la réalisation des sessions de formation prévues. Les principales difficultés rencontrées sont liées au manque d'intérêt des bénéficiaires pour la création des AUEA et/ou pour la tenue des assemblées générales pour les AUEA existantes. La mission note la nécessité de l'organisation des bénéficiaires et de leur formation dans les meilleurs délais pour la réussite des activités de cette sous-composante.
 - **Etudes:** la seule étude technique lancée concerne l'exécution technique pour la réalisation de 10 seuils de dérivation. Cette étude a été achevée et liquidée.
 - **Travaux:** la situation d'exécution des travaux a connu des améliorations et se présente comme suit: i) sur les 19 marchés de PMH engagés et qui portent sur un linéaire de 14.450 ml, 8 marchés sont achevés, 10 sont à des niveaux de réalisation variables (5 à 80%) et 1 marché a été résilié; ii) un marché de khattaras est en cours de réalisation; et iii) 5 marchés de construction de seuils sont en cours, dont un achevé. Par ailleurs, et dans le cadre du programme de l'année 2011, 7 marchés de travaux de PMH ont été adjugés et sont en cours d'engagement.
46. En ce qui concerne le suivi des travaux et leur qualité, la mission a effectué des visites de terrain aux différents périmètres achevés ou en cours (une dizaine). Globalement, et

grâce aux efforts du SMOP et de l'assistance technique, le suivi est assuré régulièrement et la qualité des travaux est généralement satisfaisante. Cependant, il a été relevé que les cahiers de chantiers ne sont pas disponibles sur les chantiers malgré leur existence chez le responsable de l'assistance technique et qu'un périmètre présente des anomalies (fissures superficielles) qui doivent être contrôlées par un laboratoire privé dans les meilleurs délais pour prendre les mesures qui s'imposent.

47. **Recommandations:** i) activer la constitution des AUEA; ii) prendre en considération, pour le choix des périmètres à aménager, la disponibilité de ressources en eau, les besoins exprimés par les agriculteurs dans les PDD, l'existence et la fonctionnalité de l'AUEA ainsi que sa participation à la formation; iii) établir une matrice de classement des périmètres à retenir sur la base des critères précités; iv) assurer le suivi régulier des travaux et instaurer obligatoirement dans chaque chantier, un cahier de chantier qui doit être tenu à jour pour faciliter le contrôle régulier des travaux; et v) engager un laboratoire de contrôle pour vérifier la qualité des ouvrages ayant soulevé des observations.

Sous-composante infrastructures socio-économiques

48. **Désenclavement:** Cette sous-composante n'a pas encore connu un vrai démarrage. Les travaux de pistes n'ont pas pu être lancés en raison du retard dans l'élaboration des PDD et du retard dans l'engagement de l'étude d'exécution technique des travaux de pistes (l'A.O. lancé en 2010 a été déclaré infructueux). Cependant, il faut souligner les efforts entrepris par le SMOP pour l'identification du programme de pistes. En effet, sur la base des besoins émanant des PDD, le SMOP a identifié et a validé avec les communes rurales concernées un programme de 140 km de pistes.
49. **AEP:** un point d'eau a été réalisé et deux autres sont prévus au courant de l'année 2011. Rappelons que les recommandations formulées par la dernière mission de supervision n'ont pas été concrétisées malgré que l'ONEP ait transmis à la DRA les études d'AEP dont il dispose. En outre, la mission souligne que des besoins ont été exprimés par la population dans les PDD et lors de la visite de terrain.
50. **Recommandations:** i) pour les pistes, la mission recommande d'activer la préparation du DAO pour pouvoir engager le marché prévu avant la fin de l'année 2011 et d'engager les conventions de partenariat avec les communes rurales concernées pour la prise en charge de leur entretien avant le lancement des travaux; et ii) pour l'AEP rurale, la mission souligne l'urgence de procéder à l'identification des sites prioritaires pour réaliser les adductions au courant de cette année et de coordonner avec l'ONEP la réalisation des actions à mettre en œuvre.

Sous-composante conservation des eaux et des sols

51. Cette sous-composante financera cinq types d'actions principales: i) mesures mécaniques de CES pour de nouvelles plantations fruitières en pente sur 3 000 ha de terres de statut privé, sensibles à l'érosion (murettes en pierres sèches ou en terres); ii) réalisation de murettes en pierres sèches sur 1 500 ha de terrains de statut privé, en pente et caillouteux où l'épierrage constitue un préalable à cette action pour la confection des murettes en courbes de niveau; iii) correction mécanique de ravins et chaabats par la construction de 30 000 m³ de seuils en pierres sèches disposés en série de l'amont vers l'aval; iv) stabilisation des berges d'oueds par des tronçons de gabions d'un volume de 20 000 m³ pour la protection des périmètres irrigués et des douars menacés par les inondations; et v) installation, à titre pilote et démonstratif, d'un volume total de 1 500 m³ de citernes enterrées ou metfiyas améliorées au niveau de l'ensemble des communes pour subvenir à certains besoins en eau domestique et d'abreuvement.
52. La sous-composante conservation des eaux et des sols, qui a connu un bon démarrage au début du projet, a enregistré un certain retard vu que l'étude nécessaire pour le lancement des marchés engagés en 2010 n'a été validée que lors de cette mission de supervision. Les travaux prévus en 2010 devront être lancés incessamment et l'étude prévue pour 2011 devra être lancée dans les meilleurs délais. L'accord de partenariat

engagé avec la DREFLCD connaît des difficultés dans sa mise en œuvre en raison de l'incapacité de la DP à mobiliser les moyens de fonctionnement nécessaires. Toutefois, la mission note avec satisfaction la collaboration engagée entre la DPA et la DPEFLCD de Boulemane et recommande de revoir la convention de partenariat de telle manière à prendre en considération les programmes de chacun des deux partenaires, et ce pour renforcer la coordination et la convergence des actions à réaliser. Une réunion a été tenue avec la DREFLCD en présence d'un représentant de la DRA, du chef de l'UGP et du DPEFLCD de Boulemane. Lors de cette réunion les différentes parties prenantes ont souligné l'intérêt de renforcer davantage leur coordination. Toutefois, les parties concernées ont souligné leurs contraintes en matière de plan de charge et d'insuffisance de moyens. A cet égard, il a été convenu que chaque partie assure, sur les mêmes espaces d'intervention, la réalisation des actions dont elle est responsable, et ce afin d'assurer une meilleure convergence et complémentarité. Une réunion de mise au point et de coordination devra être tenue dans les meilleurs délais entre les deux parties pour la présentation de leurs programmes et pour l'identification des espaces d'intervention commune et des actions à entreprendre.

53. **Recommandations:** i) activer l'engagement des travaux pour les 4 marchés en suspens de l'année 2010; ii) revoir la convention de partenariat avec la DREFLCD pour une meilleure complémentarité territoriale et convergence des interventions; et iii) examiner la possibilité de procéder au paiement des indemnités de déplacement du personnel de la DPEFLCD en s'appuyant sur la convention signée.

Composante 3: Intensification et diversification de la production agricole

54. La composante intensification et diversification de la production agricole a connu des niveaux de réalisation différents selon les sous-composantes et selon les actions:

Sous-composante appui au développement de la production végétale

55. Les objectifs de cette sous-composante sont: i) le développement de l'arboriculture et des cultures alternatives dans les zones favorables de montagne; ii) la diminution de la céréaliculture, notamment irriguée, et l'augmentation des cultures fourragères, des légumineuses alimentaires et des cultures maraîchères; iii) l'amélioration de la maîtrise des techniques de production; et iv) la formation des agriculteurs et des techniciens de la DPA et des CT.
56. Les réalisations de cette sous-composante sont globalement satisfaisantes. Les principales réalisations ont porté sur les formations (voir formation pour les thèmes dispensés), les journées de sensibilisation, les voyages et les démonstrations réalisées au profit des agriculteurs. Le bilan de ces réalisations est présenté ci-dessous.
 - **Essais de démonstration:** depuis le début du projet, douze essais de démonstration ont été réalisés au profit de 260 bénéficiaires. Pour 2010, trois essais ont été réalisés pour 170 bénéficiaires (essentiellement des hommes), alors que pour 2011, les fonds ne sont pas encore disponibles au niveau de l'agence comptable provinciale pour la réalisation de ces essais. L'ensemble de ces essais ont porté sur la maîtrise des traitements phytosanitaires (40%) et sur des démonstrations agricoles, notamment l'introduction de nouvelles espèces et variétés (ex. petit pois, variété linchol, courgette et maïs hybride) ainsi que sur les techniques de taille des arbres.
 - **Journées d'animation et de sensibilisation:** 91 journées d'animation et de sensibilisation ont été organisées depuis le début du projet au profit de 4 015 agriculteurs dont 556 femmes (soit 14% environ). En 2010, 24 séances d'animation ont été réalisées pour 407 hommes et 120 femmes, alors qu'en 2011, 24 séances sont programmées pour 960 hommes mais ne sont pas encore engagées. Ces animations ont porté sur différents thèmes (gestion des OPA, apiculture, élevage, céréaliculture, arboriculture fruitière, FDA, femme rurale, maraîchage, etc.).

- **Formation des techniciens et ingénieurs:** une session de formation a été réalisée au profit de 10 techniciens et ingénieurs sur les techniques de conduite de l'arboriculture fruitière et des cultures maraîchères et trois sessions ont été organisées sur les techniques de conduite de l'arboriculture, du maraîchage et des plantes aromatiques et médicinales au profit de 75 bénéficiaires (voir formation concernant le renforcement des capacités, composante 1).
- **Voyages d'agriculteurs:** 11 voyages ont été organisés, depuis 2007 au profit des agriculteurs/trices. En 2010, trois voyages ont été effectués au profit de 60 bénéficiaires dont 2 femmes seulement. Au total, dix voyages ont été effectués et ont concerné 221 agriculteurs et 64 agricultrices (soit 22%). Les voyages prévus pour 2011 (trois au total) n'ont pas encore été réalisés car les crédits ne sont pas encore débloqués aux CT.

57. Tout en appréciant les apports de ces activités dans la motivation des agriculteurs, la mission recommande de suivre les changements intervenus dans les pratiques des agriculteurs pour mieux apprécier l'impact de ces formations et voyages. Par ailleurs, la mission estime que la participation et l'implication des femmes au niveau de ces activités sont encore insuffisantes et méritent d'être améliorées.
58. Concernant les plantations, il y a eu distribution de plants selon la demande. Ainsi, 10 000 plants d'oliviers ont été distribués en 2011 sur les 55 000 prévus. Il reste à distribuer, pour la campagne agricole 2011-2012, 45 000 plants d'espèces diversifiées (prunier, cerisier, etc.). Par ailleurs, des plantations sur 100 ha seront réalisées à travers des entreprises. Ces plantations sont prévues au cours de la campagne 2011-2012.
59. Concernant l'aspect recherche, le contrat de recherche-développement prévu n'est pas encore engagé à la date de la mission.
60. Lors de la visite de terrain, la mission a visité deux nouvelles plantations d'oliviers, une à Outat L'hadj et l'autre à Skoura. Le verger de Skoura se porte mieux étant donné les conditions écologiques plus favorables aux plantations d'oliviers qu'Outat L'hadj (insuffisance des ressources hydriques).
61. **Recommandations:** pour cette sous-composante, la mission recommande: i) de s'assurer de la réussite et de la durabilité des plantations (disponibilité des ressources en eau notamment à Outat El Haj /CR Ouled Ali); ii) d'intégrer les agriculteurs bénéficiaires des plants dans les formations; iii) d'assurer un suivi régulier des essais de démonstration et des nouvelles plantations; iv) de faire attention aux interactions élevage -plantations; v) d'anticiper la préparation et le lancement de l'AO afin de pouvoir démarrer les plantations en automne de chaque année afin de profiter des premières pluies; et vi) d'activer l'établissement du contrat recherche-développement dans les meilleurs délais.
62. Par ailleurs, il y a lieu de souligner que compte tenu de l'insuffisance en moyens de transport adaptés (véhicules tout terrain), les équipes de terrain rencontrent des difficultés pour assurer le suivi régulier des actions réalisées, d'où l'urgence de doter l'UGP et les CT des véhicules tout terrain prévus par le rapport d'évaluation du projet.

Sous-composante amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage

63. Cette sous-composante a pour objectifs: i) l'amélioration des conditions de conduite des troupeaux pour en augmenter la productivité/rentabilité économique; ii) la promotion de pratiques pouvant améliorer le bilan fourrager des troupeaux et notamment atténuer l'impact de la période de soudure sur l'économie des agriculteurs et les ressources sylvo-pastorales; iii) la promotion de la gestion durable des ressources sylvo-pastorales; et iv) la diversification des activités génératrices de revenus basées sur l'élevage et les ressources naturelles.
64. La sous-composante amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage a connu des niveaux de réalisation différents selon les actions. Pour l'amélioration de la conduite ovine et caprine réalisée dans le cadre du partenariat avec l'ANOC, les résultats sont

excellents. En effet, dans le cadre de ce partenariat, quatre conventions ont été engagées pour la création de quatre groupements de sélection ovine de la race Timahdite ainsi que pour la formation et l'encadrement de leurs éleveurs. Les quatre groupements créés sont: Enjil, Oulad Ali ou Youssef, Serghina et Skoura. Les principales actions réalisées dans le cadre de ces conventions ont porté sur la sensibilisation, l'organisation des assemblées constitutives des associations, la réalisation des formations théoriques et pratiques, l'organisation de voyages d'étude, la réalisation de campagnes prophylactiques et la supervision des éleveurs pour l'amélioration génétique. Actuellement, le nombre des éleveurs par association créée varie de 57 à 111.

65. Etant donné les résultats obtenus avec les éleveurs de ces groupements, l'UGP continue à recevoir des demandes pour la constitution de nouveaux groupements (notamment de Guigou et d'Imouzzar Marmoucha). La question d'augmenter le nombre de groupements ANOC devra être examinée lors de l'examen à mi-parcours. La mission a pu constater l'état satisfaisant de l'élevage et a pris note de la satisfaction des éleveurs et des techniciens quant à la qualité des prestations de l'ANOC et des résultats obtenus. Ces résultats ont été à l'origine du lancement par le MAPM d'un projet PMV de la filière viande rouge caprine et ovine en intégrant tous les groupements déjà créés au niveau de la province.
66. Par ailleurs, la mission a noté que la direction du projet a relancé l'appel d'offres relatif à l'étude sur la caractérisation des systèmes pastoraux. Par contre, le retard persiste dans la réalisation des points d'eau (un seul puits a été réalisé). Dans ce sens, l'UGP a précisé que les travaux de 4 puits seront lancés cette année. Quant aux actions des sous-composantes amélioration pastorale et réhabilitation des écosystèmes forestiers, elles n'ont pas encore démarré.
67. Le renforcement de la santé animale a été lancé mais son achèvement s'est heurté au manque de moyens. En effet, l'achat de produits vétérinaires pour le déparasitage interne et externe de 200 000 têtes a été concrétisé. Les produits ont été acquis mais l'opération de déparasitage rencontre des problèmes d'exécution suite à la séparation du service vétérinaire de la DPA (ce service relève désormais de l'ONSSA) et de l'insuffisance des moyens de fonctionnement. Face à ces problèmes, le service vétérinaire propose que les éleveurs, les associations et les coopératives, se présentent au service de l'ONSSA pour récupérer les produits après engagement pour son utilisation équitable entre les adhérents. A la date de la mission, les quantités ayant été utilisées ou remises aux agriculteurs sont de 2 915 litres pour le déparasitage externe et 670 litres pour le déparasitage interne. Le stock disponible au niveau de l'ONSSA est de 1 085 litres et de 3 080 litres respectivement pour les deux types de déparasitage. La mission a été informée par la DPA et par l'ONSSA que ces produits seront périmés à partir de novembre 2011, d'où l'urgence d'activer leur distribution.
68. En ce qui concerne la formation, une session de formation sur les techniques d'élevage a été organisée au profit du personnel de la DPA et deux autres sessions ayant pour thèmes la conduite des troupeaux ovins et caprins, l'apiculture et la cuniculture, ont été organisées au profit des coopératives et associations ayant bénéficié des AGR en apiculture et en élevage ovin.
69. **Recommandations:** en ce qui concerne la santé animale, la mission recommande:
i) d'engager une campagne d'information des groupements, des coopératives, des associations et des éleveurs afin qu'ils se présentent pour récupérer les produits selon les modalités exigées par l'ONSSA et de les utiliser avant la fin de novembre 2011². Selon l'UGP³, cette opération est déjà amorcée avec l'appui des autorités locales; ii) d'externaliser cette opération pour les prochaines campagnes; et iii) d'activer la réalisation du déparasitage interne et externe dans les meilleurs délais et d'engager des négociations avec l'ONSSA pour trouver une solution au problème des moyens de

2 Fin de la validité des produits.

3 Informations recueillies lors de la réunion de restitution à la DPA.

fonctionnement, notamment à travers l'établissement d'une convention entre les deux parties, qui précise leurs obligations.

70. Concernant l'amélioration pastorale, la mission recommande: i) d'identifier le programme d'amélioration pastorale à réaliser en 2012; et ii) de tenir une réunion avec la DPEFLCD pour arrêter le programme d'amélioration sylvo-pastorale pour 2011.

71. Composante 4: Appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise

72. Cette composante renferme deux volets: i) rendre le crédit accessible au groupe cible dans des conditions appropriées à leurs contraintes et de façon durable par des actions d'appui à la diffusion du microcrédit en milieu rural et par la montée en gamme (upscaling) de l'offre de crédit rural; et ii) appuyer le développement et la consolidation d'un tissu de micro-entreprises agricoles et non-agricoles qui contribueront à la diversification et à l'amélioration des revenus des populations cibles de la zone du projet par le financement des actions de promotion:
- de l'entrepreneuriat féminin;
 - de la micro et petite entreprise de taille plus importante, dont les associations et les coopératives à vocation commerciale;
 - du tourisme rural; et
 - de la valorisation et de la commercialisation.
73. Cette composante n'a pas encore connu de vrai démarrage malgré les efforts déployés par l'UGP. Seule l'étude des filières a été réalisée. Le manque d'intérêt des AMC à répondre aux appels d'offres relatifs à cette composante a amené l'UGP, suite aux recommandations de la dernière mission de supervision, à scinder la partie micro-crédit de celle de la promotion de la micro entreprise. Le projet a ainsi lancé une consultation auprès des AMC qui ne concerne que la partie microcrédit, le spécialiste micro-entreprise ayant été prévu dans le cadre du marché d'assistance technique. Malgré cette tentative, aucune AMC n'a manifesté son intérêt au dernier appel d'offres dont le délai était fixé au 8 juin 2011. La mission recommande de statuer sur le devenir de cette sous-composante lors de la mission d'examen à mi-parcours.
74. Néanmoins, grâce aux efforts déployés par les CT, le projet a lancé depuis 2009 des actions génératrices de revenus à travers des petits projets pour les femmes et les jeunes. Ces premières AGR ont concerné la distribution de ruches pleines et d'ovins au profit des coopératives et des associations (hommes et femmes). Dans ce sens, il y a eu la distribution de:
- 470 ruches peuplées au profit de 11 coopératives et associations relevant des différentes communes de la zone du projet;
 - 119 antenaises pleines et des béliers de race Timahdit au profit de trois associations et coopératives. L'objectif de cette action est la promotion de la race Timahdit et l'amélioration des revenus des bénéficiaires.
75. La mission a effectué des visites de terrain aux coopératives et aux associations ayant bénéficié de l'élevage apicole et de l'élevage ovin. A Skoura, elle a visité 3 coopératives, à Outat El Haj elle a rencontré 2 coopératives et une association et elle s'est entretenue avec une coopérative à Boulemane. Quant aux élevages ovins, la mission a visité les bénéficiaires et leurs élevages à Boulemane. Lors de ces visites, la mission s'est entretenue avec les bénéficiaires, a constaté l'état des animaux et a pris connaissance des problèmes rencontrés. Les principaux constats et problèmes relevés sont les suivants:
- Au niveau des coopératives et associations d'élevage ovin, généralement, le cheptel est bien entretenu chez les femmes. Cependant, les effectifs (une brebis pour deux femmes dans certains groupements) ont été jugés très insuffisants et ne permettent pas de tirer de bénéfices équivalents aux efforts fournis. Les

femmes demandent un renforcement de l'effectif attribué. Par ailleurs, elles soulignent le manque de soins vétérinaires. Dans ce sens, la mission a tenu une réunion avec l'ONSSA et lui a demandé d'accorder la priorité à ces coopératives et associations (voir la sous-composante amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage). La mission recommande aux différents CT de la zone du projet de faire le nécessaire pour aviser les intéressés et les aider à récupérer ces produits⁴ selon les exigences de l'ONSSA. Par ailleurs, la mission a apprécié les résultats obtenus par ces AGR dont l'impact est déjà ressenti par les femmes bénéficiaires. Celles-ci déclarent avoir généré des revenus tout en ayant augmenté le nombre de leur cheptel. Par ailleurs, le ciblage a bien respecté les orientations du FIDA.

- Au niveau des coopératives et associations apicoles, les bénéficiaires manifestent un grand intérêt pour cette activité, mais de nombreux problèmes restent à résoudre: maîtrise des techniques apicoles, gestion collective, transhumance, traitements et conduite des ruches sont les principaux problèmes relevés.
- Si les élevages ovins sont bien réussis car les femmes disposent d'un savoir-faire, l'activité apicole exige des techniques nouvelles que ni les femmes ni les hommes ne maîtrisent suffisamment. Cette situation ne permet pas un démarrage rapide de l'activité. Ajouter à cela d'autres insuffisances au niveau de la démarche qui concernent: i) le ciblage et le nombre d'adhérents: les coopératives sont souvent familiales et constituées de peu d'adhérents (retraités, employés ayant déjà un revenu) ne constituant pas nécessairement les cibles du FIDA; ii) le matériel apicole: seules les ruches pleines sont octroyées (parfois en nombre insuffisant pour démarrer l'activité sans perte), ce qui engendre de nombreuses dépenses dès la première année et handicape la réussite de l'activité; iii) l'insuffisance de la formation pratique; iv) la non maîtrise de la localisation des nappes mellifères des zones avoisinantes pour permettre la transhumance et l'exploitation de plusieurs miellées par an; et v) la faiblesse de l'organisation du secteur au niveau de la province.

76. **Recommandations:** concernant cette composante, la mission recommande: i) d'appliquer des critères de sélection afin de respecter le ciblage; ii) d'octroyer les équipements nécessaires pour travailler dès la réception des ruches (ruches vides, matériel d'extraction, tenues de protection, équipements apicoles, etc.); iii) d'organiser des formations au niveau des ruchers, et iv) de rechercher de nouveaux partenaires pour assumer la convergence au niveau territorial.

77. L'étude sur l'identification et l'accompagnement des micro-entreprises et des AGR porteuses n'a pas été lancée, il faudrait la prévoir pour l'année 2011 sur les fonds prévus pour le microcrédit étant donné qu'aucune AMC n'a manifesté son intérêt pour cette prestation.

78. **Composante 5: Coordination et gestion du projet**

79. **Ressources humaines:** Il est prévu dans l'Accord de financement et le rapport d'évaluation que le Directeur de la DPA de Boulemane, en tant que Directeur du projet, assure la responsabilité de la gestion de l'ensemble des activités du projet. Pour assumer ses responsabilités, le Directeur du projet sera assisté par une Unité de Gestion du Projet (UGP) constituée de six spécialistes-matières et animée par un coordinateur qualifié et expérimenté, rattaché directement au DPA. Le Directeur du projet devra disposer d'une cellule de suivi et d'évaluation sous la responsabilité d'un agro-économiste. Le suivi administratif et comptable du projet sera assuré par le service administratif (SA) qui sera renforcé par un aide-comptable redéployé par le MAPM.

80. Concernant la composante organisation et gestion et en dépit des efforts déployés par la Direction du projet la situation est plus ou moins satisfaisante.

4 Dont la validité sera terminée en novembre 2011.

81. En ce qui concerne les ressources humaines, la situation n'a pas évolué à la date de la mission et s'est même dégradée, et ce malgré les efforts entrepris par le MAPM et la DPA pour le renforcement de l'équipe du projet. En effet, l'UGP du projet ne comporte qu'un seul fonctionnaire (le chef de l'UGP qui est en même temps chef du SVA) et deux spécialistes matières (un agronome et un agro-économiste provenant de l'assistance technique), sur les six spécialistes prévus. Récemment, deux cadres nouveaux ont été affectés à la DPA pour appuyer le projet.
82. Concernant le SMOP, il souffre toujours de l'insuffisance des ressources humaines. Le service ne dispose que de deux cadres dont un est le chef du SMOP et deux techniciens qui proviennent de l'assistance technique.
83. Au niveau du service de support, la situation s'est aggravée avec la promotion du chef du service et le service ne dispose actuellement d'aucun cadre et ce en dépit de son plan de charge.
84. Toutefois, il faut souligner la promesse d'affectation d'un autre cadre (GR) et l'engagement d'un contrat d'assistance technique (appel d'offres lancé) qui devra permettre de combler les déficits par la mise à la disposition du projet de 4 ingénieurs, 6 techniciens et un aide-comptable.
85. L'examen de la situation des ressources humaines de la DPA (cf. appendice 8) comparée aux besoins du projet (en relation avec les actions qui restent à réaliser avant son achèvement) montre qu'il est nécessaire de renforcer la DP par 2 ingénieurs GR, un pastoraliste ou zootechnicien, un spécialiste en micro-finance et micro-entreprises, un aide-comptable, 3 animatrices et 3 animateurs.
86. En ce qui concerne les moyens de fonctionnement, la situation est en dégradation vu que les moyens de transport n'ont pas été acquis, que les crédits de fonctionnement sont centralisés au niveau de la DRA et que les moyens accordés à la DPA ont connu une certaine diminution en dépit de l'importance des programmes qu'elle gère.
87. Malgré ces contraintes, la mission note la bonne gestion du projet grâce à l'esprit d'équipe qui règne entre le personnel de la DP, le bon suivi assuré par l'UGP qui se traduit par l'élaboration du PTBA dans les délais et la tenue à jour du système de suivi SYGRI.
88. Toutefois, il a été relevé l'existence de certaines insuffisances concernant le suivi sur le terrain et la tenue des situations des réalisations physiques.
89. **Recommandations:** i) activer l'affectation d'un troisième cadre (GR) prévu pour renforcer le SMOP; ii) activer l'engagement de l'assistance technique pour renforcer l'équipe du projet; iii) doter la DPA des moyens de fonctionnement nécessaires; iv) renforcer le service de support par la mise à sa disposition d'un comptable; et v) tenir à jour les situations des réalisations physiques.
90. **Gestion des résultats et des impacts:** En ce qui concerne le système de gestion des résultats et d'impact (SYGRI), la mission note que l'équipe de l'UGP s'est bien appropriée le SYGRI et a réalisé une enquête pour l'évaluation des indicateurs de deuxième niveau pour l'année 2009. La transmission des données relatives au SYGRI pour l'année 2009 a été faite dans les délais fixés. Pour l'année 2010, le système continue d'être alimenté régulièrement mais il y a des incohérences dans les données des indicateurs rapportés au niveau de la matrice (niveau 1). Cette incohérence est due à l'insuffisance dans le suivi des actions.
91. Pour appuyer la DPA, la mission a présenté à l'équipe du projet les directives du FIDA concernant la préparation de l'examen à mi-parcours, a discuté avec elle les principales activités à entreprendre pour les différentes composantes et a remis à l'UGP les modèles de matrices et d'indicateurs à instruire.
92. A titre récapitulatif, le tableau suivant résume les mesures convenues pour l'ensemble des composantes.

93. Mesure convenue	94. Responsabilité	95. Date convenue
96. Finaliser les 40 PDD et selon les dispositions du marché	97. UGP/BE	98. Fin août 2011
99. Valider l'ensemble des PDD,	100. UGP/BE	101. Fin septembre 2011
102. Elaborer les rapports de synthèse en précisant les particularités et les PDD où des innovations de développement sont possibles	103. UGP/BE	104. Fin octobre 2011
105. Continuer à faire bénéficier, dans la mesure du possible, les femmes ayant suivi le programme d'alphabétisation des AGR	106. UGP/CT	107. Au moment opportun
108. Introduire des modifications au niveau de l'article 12 de la convention d'alphabétisation afin de procéder à des paiements en classes /mois	109. UGP	110. De suite
111. Adapter les calendriers d'ouverture des classes aux rythmes des activités agricoles en concertation avec les femmes	112. El Hadaf	113. De suite
114. Etablir les listes des douars ayant présenté l'alphabétisation dans les 3 premières priorités pour la fournir à El Hadaf	115. UGP	116. De suite
117. Intégrer le Ministère de l'Education Nationale pour le suivi de la qualité de l'enseignement	118. UGP/ El Hadaf/DEN	119. Dès septembre 2011
120. Lancer une nouvelle convention d'alphabétisation	121. DPA-El Hadaf	122. Octobre 2011
123. activer la constitution des AUEA et leur formation	124. UGP/SMOP/BE	125. 31/12/2011
126. Prendre en considération pour le choix des périmètres à aménager la disponibilité de la ressource en eau, les besoins exprimés par les agriculteurs dans les PDD, l'existence et la fonctionnalité de l'AUEA et sa participation à la formation.	127. UGP/SMOP/BE	128. Progressivement

129. Etablir une matrice de classement des périmètres à retenir sur la base des critères précités	130. SMOP	131. Septembre 2011
132. Assurer le suivi régulier des travaux et instaurer obligatoirement dans chaque chantier un cahier de chantier qui doit être tenu à jour pour faciliter le contrôle régulier des travaux	133. SMOP	134. Fin juillet et progressivement
135. Engager un laboratoire de contrôle pour vérifier la qualité des ouvrages ayant soulevé des observations	136. SMOP	137. Immédiatement avant fin juillet 2011
138. Activer la préparation du DAO pour la piste pour pouvoir engager le marché prévu avant la fin de l'année	139. SMOP	140. Août 2011
141. Engager les conventions de partenariat avec les communes rurales pour la prise en charge de leur entretien	142. SMOP	143. Progressivement avant l'engagement des travaux
144. Procéder à l'identification des sites prioritaires en coordination avec l'ONEP pour concrétiser les SAEP	145. SMOP/DRA/ONEP	146. Septembre 2011
147. Activer l'engagement des travaux pour les 4 marchés de CES en suspens de l'année 2010	148. UGP/DPEFLCD	149. Fin juillet 2011
150. Revoir la convention de partenariat avec la DREF pour une meilleure complémentarité territoriale et convergence	151. DP/DPEFLCD/DRA/DREFLCD	152. Septembre 2011
153. Activer l'affectation d'un troisième cadre (GR) prévu pour renforcer le SMOP;	154. DPA/DRA/MAPM	155. Fin juillet 2011
156. Activer l'engagement de l'assistance technique pour renforcer l'équipe du projet	157. DPA/UGP	158. Fin septembre 2011
159. Doter la DPA de moyens de fonctionnement nécessaires	160. DRA/MAPM	161. Septembre 2011 et chaque année
162. Renforcer le service de support par la mise à sa disposition d'un comptable	163. DPA/UGP/DRA/MAPM	164. Septembre 2011 et chaque année
165. Tenir à jour les situations des réalisations physiques.	166. UGP/SMOP	167. Juillet 2011 et régulièrement

168. Doter la DP et les CT de véhicules tout terrain;	169. UGP/DIAEA/DEFP	170. Au plus tôt
171. Impliquer davantage les femmes dans les activités de la sous-composante appui au développement de la production végétale	172. UGP/CT	173. Progressivement
174. Prévoir le lancement de la convention recherche-développement	175. UGP/SVA	176. Avant fin 2011
177. Assurer le suivi et faire attention aux interactions élevage-plantations arboricoles	178. UGP/SVA/CT	179. Progressivement
180. Informer les éleveurs sur la nécessité de récupérer les produits de déparasitage selon les modalités imposées par l'ONSSA	181. UGP/CT/ONS SA	182. De suite
183. Externaliser l'opération du déparasitage interne et externe	184. UGP/SV/ONS SA	185. Prochaines campagnes
186. Préparer, en concertation avec les E&F, le programme de réhabilitation des écosystèmes forestiers	187. UGP/E&F	188. Avant fin 2011
189. Prévoir un programme d'amélioration pastorale	190. UGP/DIAEA	191. Avant fin 2011
192. Appliquer des critères de sélection pour les AGR afin de respecter le ciblage	193. UGP/CT/AT	194. Prochaines campagnes
195. Octroyer les équipements nécessaires pour travailler dès la réception de l'AGR (ruches vides, matériel apicole)	196. UGP/CT/AT	197. Prochaines campagnes
198. Organiser des formations pratiques pour les AGR	199. UGP/CT/AT	200. Prochaines campagnes
201. Rechercher de nouveaux partenaires pour une convergence au niveau territorial pour les AGR	202. UGP/CT/AT	203. De suite
204. Lancer l'étude sur l'identification et l'accompagnement des AGR porteuses	205. UGP/AT	206. Pour 2011
207. Réserver une salle pour le rangement et le classement de la documentation produite par le projet avec un questionnaire à affecter par la DPA	208. UGP	209. De suite

D. Avancement de l'exécution du projet

210. L'organisation et la gestion ont constitué les points forts du projet dans une situation marquée par un déficit important en ressources humaines, un manque de moyens de transport et un plan de charge de la DPA saturé. En effet, c'est grâce à la mobilisation de l'équipe de la DP que certaines composantes ou sous-composantes ont connu des avancées plus marquées que d'autres.
211. Si pour la composante renforcement des capacités et la sous-composante développement de l'élevage on note une certaine amélioration et un dynamisme, pour les autres composantes et sous-composantes (aménagements et infrastructures socio-économiques, développement de la production végétale, amélioration sylvo-pastorale, appui aux services financiers et micro-entreprises), des retards importants sont enregistrés.

212. En termes de suivi-évaluation, le système SYGRI est bien installé; cependant, l'insuffisance du suivi des réalisations sur le terrain ne permet pas de disposer des situations à temps pour pouvoir l'alimenter régulièrement.
213. Pour ce qui concerne le ciblage et l'équité, l'UGP fournit des efforts importants pour atteindre les objectifs mais l'insuffisance des ressources humaines (animateurs) affecte partiellement les résultats atteints.
214. Concernant les infrastructures et les services de base, leur retard s'explique par l'insuffisance des ressources humaines, la non programmation des crédits nécessaires et le manque d'intérêt et la défaillance de certains partenaires (BE et certaines administrations).
215. Le manque d'intérêt des AMC à opérer dans les zones rurales et plus particulièrement dans la zone du projet a affecté la mise en œuvre de la composante microcrédit et micro-entreprise.

216. Mesure convenue	217. Responsabilité	218. Date convenue
219. Activer l'engagement du contrat d'assistance technique et l'affectation du nouveau GR	220. UGP/DIAEA/DRH	221. 30/09/2011
222. Mettre à la disposition du projet les moyens de transport et de fonctionnement nécessaires	223. DP/DAAJ	224. 30/09/2011
225. Achever les prestations du marché relatif aux PDD (achèvement des PDD et remise du rapport de synthèse de chaque PDD)	226. UGP/BE	227. Fin octobre 2011
228. Assurer le suivi régulier pour tenir à jour le SYGRI	229. UGP	230. Continu
231. Activer la réalisation des travaux de CES	232. UGP-SAM-DPEFLCD	233. 30/12/2011
234. Activer la réalisation de l'étude de pistes	235. UGP/SMOP/BE	236. 30/12/2011
237. Activer l'engagement des contrats de microcrédit et micro-entreprises	238. UGP	239. 31/12/2011
240. Prévoir les crédits pour les travaux de pistes	241. UGP/SMOP	242. Budget 2012
243. Renforcer les crédits pour les travaux d'AEP	244. UGP/SMOP	245. Budget 2012
246. Prévoir des actions d'amélioration sylvo-pastorale	247. UGP/DREFLCD	248. Budget 2012
249.	250.	251.

E.

Aspects fiduciaires

252. Gestion financière

253. Les crédits ouverts au titre du projet sont, selon leur nature et leur destinataire, inscrits dans des paragraphes différents et par conséquent délégués à des sous-ordonnateurs différents. De ce fait, l'unicité du budget du projet n'est pas préservée. Ainsi:
- les crédits d'investissement, exception faite de ceux relatifs aux manifestations agricoles et aux AGR (délégés aux CT), sont inscrits sur un paragraphe et

délégués directement à la DPA et le DP assure leur engagement et leur mandatement;

- les crédits de déplacement de l'UGP sont inscrits sur un autre paragraphe et délégués à la DPA;
- les crédits de fonctionnement (carburants et fournitures) sont inscrits sur le budget de la DRA qui assure leur engagement et leur mandatement;
- les crédits relatifs aux manifestations agricoles et aux moyens de fonctionnement sont délégués par la DEFR aux trois CT concernés qui assurent leur engagement et leur mandatement;
- les crédits relatifs à l'acquisition de véhicules sont centralisés et inscrits sur un paragraphe à part géré par la Direction des affaires administratives et juridiques, mais à ce jour aucun crédit n'a été délégué au projet pour l'achat de véhicules.

254. La gestion financière du projet est ainsi assurée par des sous-ordonnateurs relevant de structures différentes: i) le DPA appuyé par le Service du support, ii) le DRA appuyé par la division financière, et iii) les trois directeurs de CT.
255. Le service de support, qui devrait assurer la gestion financière de l'ensemble des crédits du projet, souffre d'une part de l'insuffisance de ressources humaines (l'ex-chef de service, seul cadre au niveau du service a été promu DPA et le service ne dispose plus de cadres), et d'autre part du plan de charge saturé et ne dispose pas d'aide-comptable affecté au projet.
256. Les CT concernés par le projet souffrent eux aussi de l'insuffisance de ressources humaines.
257. La multiplicité des sous-ordonnateurs, le plan de charge de la DPA (le budget délégué au titre de l'année 2011 est d'environ 160 millions de DH), l'insuffisance des ressources humaines et la non affectation d'un aide-comptable ont affecté sensiblement la gestion financière du projet. La DP ne dispose pas de situation financière globale concernant les engagements et les paiements pour l'ensemble du projet et chaque structure assure le suivi de son budget.
258. La tenue de la comptabilité des crédits du budget général à l'échelon national est actuellement assurée à travers une application informatique de gestion intégrée des dépenses (GID) installée à la Trésorerie Générale du Royaume et à laquelle accèdent les ordonnateurs et sous-ordonnateurs par un code sécurisé à travers l'internet. Ainsi, l'utilisation de documents sur papier pour les écritures comptables (délégation de crédits, registre des marchés, livre des droits des créanciers, registre des ordonnances acceptées au paiement) sont de moins en moins utilisés.
259. L'examen des documents comptables tenus par le service de support a permis de relever les insuffisances suivantes: i) le registre des marchés n'est pas tenu à jour. Pour remédier à cette situation la mission a procédé à l'établissement d'un registre qui intègre tous les contrats, conventions et bons de commande engagés dans le cadre du projet et à leur classement par composante et par catégorie de dépenses; ii) le livre des droits des créanciers (engagements) n'est pas tenu à jour; et iii) le registre des ordonnances acceptées n'est pas tenu à jour.
260. L'inventaire fait l'objet d'un seul registre tenu pour l'ensemble de la DPA. La tenue de ce registre est satisfaisante et conforme à l'instruction ministérielle qui définit les modalités de tenue de ce registre (note de service no. 868/DAAJ/DLP/SIE du 11 juillet 2009 relative à la procédure interne de tenue des inventaires), mais il n'existe pas de registre d'inventaire spécifique au Projet.
261. En ce qui concerne l'archivage des dossiers, la mission a relevé deux insuffisances: i) un problème de classement au niveau des dossiers des marchés (certaines pièces manquent ou sont mal classées). La mission a établi un modèle de dossier d'archivage et a encadré

l'équipe de la DPA pour le classement de l'ensemble des dossiers de dépenses engagées; et ii) un problème d'archivage lié à la non existence de local spécifique au classement des dossiers comptables du projet (les différents dossiers du projet sont classés avec les autres dossiers de dépenses de la DPA dans un même bureau de travail). Compte tenu de la masse de dossiers que la DPA gère actuellement, il est devenu indispensable de mettre à la disposition du projet un local pour le rangement des dossiers des marchés et des études.

262. L'examen des situations financières du projet montre que le projet accuse des retards importants. En effet le montant total des crédits délégués depuis le démarrage du projet n'est que de 73,11 millions de DH, soit 37,43% des crédits prévus à la cinquième année et 27% du coût total du projet. Les engagements ont atteint environ 38,56 millions de DH, soit 53% des crédits délégués et les émissions n'ont pas dépassé 17,2 millions de DH, soit 44,6% des engagements et 6,35% du coût total du projet.

263. Décaissements

264. Les décaissements effectifs à la date de la mission restent très faibles et n'ont atteint que 1,31 million de DTS (dont 0,85 million de DTS comme avance) sur les 11,25 millions de DTS prévus, soit 11,68%. Lorsqu'on prend en considération les paiements totaux au 30/06/2011, soit 17,2 millions de DH (1,35 million de DTS), le montant total qui devrait être décaissé est de 2,2 millions de DTS dont 0,845 million de DTS de l'avance.
265. Cette situation s'explique par les retards enregistrés dans la mise en œuvre du projet et dans le traitement des dossiers de demande de décaissement vu que des dépenses d'un montant de 0,42 millions de DTS sont en cours de traitement. En dépit de ces retards, la mission note la célérité avec laquelle la DPA de Boulemane traite actuellement ces dossiers (la DPA transmet à la direction du budget, à la fin de chaque mois, les relevés de dépenses effectuées au cours du mois écoulé).

266. Financement de contrepartie

267. Depuis le démarrage du projet en mars 2007 jusqu'au 30 juin 2011, et sur les crédits payés (17,2 millions de DH), la part financée par le gouvernement a atteint 3,95 millions de DH, soit 7% du montant prévu par le rapport d'évaluation, et le montant financé par la partie nationale a atteint 0,65 million de DH, soit 6,8% du montant prévu.

268. Cofinancement et contribution des ONG

269. Le projet a bénéficié d'un cofinancement de l'OFID pour un montant prévu de 9,81 millions d'USD. Les engagements sur cofinancement ont atteint 6,14 millions de DH sur des marchés d'AEP et de correction mécanique de ravins et les paiements sont de 1,76 million de DH, soit 28,66% des engagements et 2,28% du montant prévu. Ce faible taux et dû en partie au retard enregistré dans la réalisation de l'étude qui a bloqué le lancement des travaux (lors de la mission, l'étude a été validée et approuvée par la DPEFLCD).
270. La contribution des associations bénéficiaires du projet s'élève à 0,68 million de DH, soit 6,8% du montant prévu par le rapport d'évaluation.

271. Respect des dispositions de l'Accord de prêt

272. Conformément aux dispositions de l'Accord de prêt du projet, un compte spécial a été ouvert auprès de la Trésorerie Générale du Royaume du Maroc et a été alimenté par le Fonds pour un montant de 10 000 000 de DH. La lettre à l'Emprunteur du 1er juin 2009 apporte la précision que les retraits du compte de prêt sont faits sur la base d'états certifiés de dépenses (ECD) en utilisant le modèle 102B lorsque les dépenses sont inférieures à l'équivalent de:

- 100 000 USD pour la catégorie I (Aménagements hydrauliques et travaux);

- 50 000 USD pour les catégories III (Equipements et matériels) et IV (Formation, animation, études et assistance technique);
- 30 000 USD pour la catégorie II (Véhicules) et V (Contrats de prestation de services).

273. Les dépenses d'un montant égal ou supérieur aux seuils précités et les dépenses de consultants feront l'objet de présentation des pièces justificatives.

274. Les copies des pièces justificatives des dépenses objet de l'ECD doivent être gardées attachées à la copie dudit ECD, en plus de celles devant se trouver dans les dossiers respectifs de ces dépenses.

275. Les PTBA, sont préparés et transmis au FIDA avec parfois des retards. Cette année, la première version du PTBA de 2011 a été envoyée au FIDA en septembre 2010. La dernière mission de supervision avait examiné ledit PTBA et a formulé des recommandations et compléments à y apporter. La DP a apporté les rectifications nécessaires et a fait valider ledit PTBA par le comité de pilotage et par le FIDA.

276. Passation des marchés

277. La mission a examiné les dossiers des marchés, contrats, conventions et bons de commande engagés en 2010 et au début de 2011 financés dans le cadre du Projet. Elle a constaté que les procédures de passation sont conformes aux dispositions de l'Accord de prêt. L'appel d'offres national est le mode utilisé pour la passation de tous les marchés. Les bons de commande font l'objet de consultation d'au moins trois prestataires locaux. Toutefois, la mission note le manque de certaines pièces dans les dossiers des marchés, notamment les non objections du FIDA et les attestations de la CNSS.

278. Documents justificatifs de gestion des marchés

279. L'examen des dossiers de gestion des marchés (engagement, notification, liquidation et ordonnancement) a permis de relever les insuffisances suivantes:

- quelques marchés n'ont pas fait l'objet de notification malgré qu'ils ont été engagés il y a longtemps;
- certaines pièces qui doivent être remises par l'adjudicataire après la notification du marché et avant l'établissement de l'ordre de service, notamment la caution définitive, l'enregistrement du marché et l'attestation d'assurance ne sont pas toujours disponibles dans les dossiers des marchés;
- les attachements ou situations dressées avec les titulaires des marchés ne sont pas archivés avec les décomptes correspondants;
- les dossiers des marchés ne sont pas bien classés, ce qui risque d'engendrer des pertes de pièces.

280. Pour remédier à cette situation la mission a appuyé la DPA pour le classement de l'ensemble des dossiers des marchés du projet en sous-dossiers: un sous-dossier d'appel d'offres, un deuxième d'ouverture des plis et un troisième de liquidation et d'ordonnancement.

281. Vérification de la conformité des conventions de partenariat engagées avec les associations par rapport aux dispositions de la circulaire du Premier Ministre de 2003

282. Durant la période séparant la date de la dernière mission de celle de la présente mission, aucune nouvelle convention n'a été engagée. Les dossiers des 7 conventions engagées auparavant n'ont pas soulevé d'observations. Les versements des subventions se font sur la base des constats de réalisation et des pièces justificatives prévues par les conventions. Cependant, pour le cas de la convention engagée avec l'association Al-Hadaf, il a été relevé du retard dans le paiement des prestations dû aux modalités

prévues par la convention (les paiements ne peuvent être effectués que lorsque les prestations sont réalisées pour l'ensemble des classes pour la période considérée).

283. **Audit.** L'audit du Projet pour l'exercice 2010 a été réalisé en juin 2011 par deux auditeurs de l'Inspection Générale des Finances (IGF) et leur rapport devra être transmis incessamment au FIDA.

284. Les recommandations pour la partie fiduciaire sont indiquées dans le tableau ci-après:

285. Mesure convenue	286. Responsabilité	287. Date convenue
288. Mettre en place les crédits nécessaires pour respecter le planning de réalisation du projet	289. DRA/MAPM/MEF	290. Année 2012 et suivantes
291. Tenir à jour les registres spécifiques au projet (engagement, ordonnancement, marchés et inventaire)	292. DPA/UGP/SS	293. Septembre 2011
294. Archiver, au niveau des dossiers tenus par le SS, des copies des attachements et situations avec les décomptes correspondants et en tenir compte pour les nouveaux paiements	295. UGP/SS	296. Septembre 2011 et régulièrement 297.
298. Archiver, au niveau des dossiers tenus par le SS, des copies des factures pour les marchés de fournitures et des études et en tenir compte pour les nouveaux paiements	299. UGP/SS	300. Septembre 2011 et régulièrement 301.
302. Mettre à jour les dossiers des marchés selon le modèle établi	303. DPA/UGP/SS	304. A la fin de chaque mois
305. Tenir à jour la situation financière du projet	306. DPA/UGP/SS	307. Septembre 2011
308. Développer une application informatique pour le suivi du projet	309. DPA/SS/UGP	310. Décembre 2011
311. Aménager un local pour les archives du projet	312. DPA/SS/UGP	313. Septembre 2011

F. Durabilité

314. Pour assurer la durabilité requise, le projet a prévu: i) le renforcement des capacités locales à travers l'organisation des populations en associations et coopératives et leur formation; et ii) l'adoption de l'approche participative pour l'identification et la mise en œuvre du projet s'appuyant sur l'élaboration des PDD et la contractualisation de leur mise en œuvre.

315. L'examen de l'état d'avancement du projet a permis de constater que sa mise en œuvre a connu certaines améliorations par rapport aux insuffisances relevées lors de la dernière mission de supervision:

- La validation de presque les deux tiers des PDD constitue un atout pour la planification et la programmation des actions du projet ce qui favorisera leur appropriation par les bénéficiaires;
- Les excellents résultats obtenus par le programme d'alphabétisation constituent une bonne assise pour réussir les AGR avec les femmes;
- Les bénéficiaires des AGR ont été regroupés en associations ou coopératives selon la nature de l'action et le type de groupes d'intérêt permettant ainsi une meilleure gestion et réussite des actions. Ces organisations étant encore jeunes,

nécessitent des formations et de l'encadrement pour qu'elles puissent réussir la durabilité du projet;

- La validation du programme des pistes rurales par les communes rurales concernées et ,par la suite, l'établissement de contrats d'entretien avec ces dernières devront être les garants pour la maintenance et la durabilité des pistes qui seront réalisées.

316. Cependant, pour les AUEA, la problématique reste posée vu que la plupart des agriculteurs exploitant les périmètres qui devront bénéficier des aménagements n'ont pas encore constitué leur AUEA et n'ont pas bénéficié des formations prévues et par conséquent, constituent un risque pour la durabilité des ouvrages hydro-agricoles.

317. Mesure convenue	318. Responsabilité	319. Date convenue
320. Sensibilisation et constitution des AUEA	321. SMOP/BE	322. Septembre 2011
323. Formation des AUEA	324. SMOP/BE	325. Décembre 2011
326. Renforcement des capacités des organisations bénéficiaires des AGR	327. UGP/CT	328. Décembre 2011

G. Conclusion

329. Malgré les efforts continus déployés par l'équipe du projet depuis son démarrage et qui ont permis d'aboutir à des résultats pour certaines composantes, la mission a constaté que le projet, qui est à sa cinquième année sur les huit années qu'il doit durer, connaît des retards très importants de mise en œuvre, notamment pour: i) la composante aménagements et infrastructures socio-économiques, notamment en matière de désenclavement, d'AEP et de travaux de conservation des eaux et des sols; ii) la composante intensification et diversification de la production agricole, notamment en matière d'amélioration sylvo-pastorale; et iii) la composante appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise.

330. Ces retards sont dus essentiellement à l'insuffisance des ressources humaines et des moyens de fonctionnement mis à la disposition du projet comparativement aux prévisions de l'Accord de prêt ainsi qu'à des difficultés de mobilisation de certains partenaires dans l'exécution de certaines composantes (partenaires institutionnels, Associations de micro-crédit, bureaux d'études, etc.).

331. Cette situation se répercute sur les performances du projet en matière de décaissement dans la mesure où ceux-ci ne représentent que 12% du montant du prêt, alors qu'ils devraient être aux alentours de 60% au terme de la cinquième année.

332. Il est suggéré à ce titre de remédier à cette situation en prenant les mesures nécessaires pour résorber le plus rapidement possible ces retards et accélérer la cadence de mise en œuvre du projet, notamment:

- i) d'affecter au projet les ressources humaines et les moyens matériels nécessaires;
- ii) d'accélérer l'engagement de l'assistance technique pour renforcer l'équipe du projet;
- iii) d'activer la réalisation des activités des composantes et sous-composantes précédemment citées (désenclavement, AEP, travaux de conservation des eaux et des sols, amélioration sylvo-pastorale, et appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise);

- iv) de constituer les associations d'usagers de l'eau d'irrigation (AUEA) pour assurer la durabilité des actions du projet en matière de petite et moyenne hydraulique;
- v) de tenir aussitôt que possible des réunions avec les partenaires du projet pour lever les obstacles à une collaboration totale pour la réalisation des activités prévues;
- vi) de tenir la documentation nécessaire et d'améliorer le classement de certains dossiers concernant la gestion du projet (instituer un registre des contrats et un livre inventaire propres au projet et distinct de ceux de la DPA, verser dans les dossiers des marchés toutes les pièces exigées par la réglementation, etc.);
- vii) d'intensifier le suivi du projet par les Directions centrales concernées;
- viii) de tenir des réunions périodiques et rapprochées avec la Direction du Budget du Ministère de l'Economie et des Finances pour suivre les réalisations financières du projet, notamment en matière de décaissements; et
- ix) d'instituer un comité de suivi du projet au niveau de la Direction régionale de l'agriculture qui puisse apporter un appui permanent à l'équipe du projet et en suivre de façon rapprochée l'état d'avancement.

333.

334.

335.

336.

337.

338. **Appendices**

339. Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

340. Appendice 2 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

341. Appendice 3 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

342. Appendice 4 Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement

343. Appendice 5 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

344. Appendice 6 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits

345. Appendice 7 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

346. Appendice 8 Situation et besoins en ressources humaines

347.

348.

349. Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

350. Faits essentiels

351. Pays	352. Maroc	353. No du Pro ject	354. 1338	355. No. du prêt/don	356. 685
357. Projet	358. Projet de développement rural dans le Moyen Atlas oriental			359. Prêt/don Suppl.	360.
361. Date de mise à jour	362. 13/07/2011	363.	364.	365.	366. Conditions de financeme nt
368. Inst. Responsable de la supervision	369. IFAD/IFAD	370.	371.	372.	373.
375. Nbre de Supervisi ons	376. 3	377. field_no_of_mis sions	378. 1	379.	380.
383. Dernière Supervisi on	384. 13/1 0/20 10	385. field_last_missio n_date	386. 21/1 2/20 07	387.	388.
391.					
392.	393.	394.	395.	396.	397. M il li on n U S D
399. Approba tion	400. 13/12/ 2005	401.	402.	403. Coût total	404. 4 4 . 2 1
406. Accord	407. 14/02/ 2006	408. Délai d'entrée en vigueur	409. 15.7	410. field_total_ifad	411. 1 6 . 2 1
413. Date	414. 28/03/ 2007	415. Projet à problèm e	416. ----- --	417. Prêt du FIDA	418. 1 6 . 2 1
420. Examen à mi- parcours	421.	422.	423.	Don suppl.	424.
426. Date d'achèv ement prévue	427. 31/03/ 2015	428. Date dernier amende ment	429.	430. Don FIDA	431.
433. Clôture	434. 30/09/ 2015	435. Date dernier audit	436. Fin / 06/2 011	437. field_domestic_ total	438. 1 8 . 1 9
440. Nbre de	441. 0	442.	443.	444. Bénéficiaires	445. 1
					446. 6,80

	prolongations					22	
447.	448.	449.	450.	451. Government (National)	452. 1697	453. 7,08	
454.	455.	456.	457.	458. field_cofinancing_total	459. 981	460.	
461.	462.	463.	464.	465. OFID	466. 981	467. 0	

468. Notes concernant l'exécution du projet

469. B.1 Aspects fiduciaires	470. Précédente	471. Actuelle	472. B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	473. Précédente	474. Actuelle
475. 1. Qualité de la gestion financière	476. 4	477. 3	478. 1. Qualité de la gestion du projet	479. 4	480. 4
481. 2. Taux de décaissement	482. 3	483. 2	484. 2. Exécution du S&E	485. 5	486. 5
487. 3. Fonds de contrepartie	488. 3	489. 3	490. 3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	491. 5	492. 5
493. 4. Conformité à l'Accord de prêt	494. 4	495. 4	496. 4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	497. 4	498. 4
499. 5. Conformité aux règles de passation des marchés	500. 4	501. 4	502. 5. Lutte contre la pauvreté	503. 5	504. 4
505. 6. Qualité et ponctualité des audits	506. 3	507. 4	508. 6. Efficacité du ciblage	509. 4	510. 4
511.	512.	513.	514. 7. Innovations et leçons apprises	515. 4	516. 4
517. B.3 Produits et réalisations	518. Précédente	519. Actuelle	520. B.4 Durabilité	521. Précédente	522. Actuelle
523. 1. Coordination et gestion du projet	524. 5	525. 4	526. 1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	527. 3	528. 3
529. 2. Appui aux services financiers de proximité et aux micro-entreprises	530. 3	531. 2	532. 2. Autonomisation	533. 3	534. 3
535. 3. Intensification et diversification de la production agricole	536. 4	537. 4	538. 3. Qualité de la participation des bénéficiaires	539. 4	540. 4

541. 4. Aménagements et infrastructures socio-économiques	542. 4	543. 3	544. 4. Adaptabilité des prestataires de services	545. 4	546. 4
547. 5. Renforcement des capacités locales	548. 4	549. 4	550. 5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	551. 4	552. 4
553.	554.	555.	556. 6. Possibilité de réplcation à plus grande échelle	557. 4	558. 4

559. Évaluation globale et risques

560.	561. Précédente	562. Actuelle
563. ^{564.} C.1 Actifs physiques/financiers	565.	566.
567. ^{568.} C.2 Sécurité alimentaire	569.	570.
571. ^{572.} C.3 Avancement global de l'exécution (Sections B1 et B2)	573. 4	574. 3

575. Rationale for implementation progress rating

576. Globalement, le projet a connu quelques améliorations limitées aux composantes renforcement des capacités et intensification et diversification de la production agricole et ce malgré les efforts déployés par l'équipe du projet. Cependant, pour les autres sous-composantes les retards cumulés lors des quatre premières années pour les composantes aménagement et infrastructures socio-économiques et appui aux services financiers et micro-entreprises deviennent de plus en plus préoccupants. Le ciblage et l'équité sont relativement bien respectés; cependant, des améliorations sont à apporter pour certaines actions (AGR, démonstrations, voyages).

577. ^{578.} C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	579. 4	580. 4
--	--------	--------

581. Rationale for development objectives rating

582. Les risques pour l'atteinte des objectifs du projet sont de plus en plus prononcés malgré la mobilisation de certaines ressources humaines dans le cadre de l'assistance technique (deux cadres et deux techniciens) et ce en raison de l'insuffisance de ces ressources par rapport à l'approche exigée par le projet et du plan de charge de la DPA. Les principaux risques concernent la mise en œuvre de la composante micro finance et micro-entreprises(manque de prestataire intéressé, la sous-composante amélioration sylvo-pastorale (manque d'intérêt de la part des bénéficiaires) et la sous-composante AEP et désenclavement (retard dans la réalisation de l'étude de pistes et non programmation des fonds suffisants nécessaires pour l'AEP).

583.^{584.} C.5 Risques: description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

585. ^{586.} Aspects fiduciaires	587. Des retards importants sont enregistrés au niveau des crédits mobilisés, des engagements et des paiements, ainsi que des insuffisances sont relevées au niveau du suivi financier à cause de l'absence d'un aide-comptable. De ce fait, les risques s'accroissent pour ce qui concerne les décaissements des fonds prévus par le projet.
588. ^{589.} Avancement de l'exécution du projet	590. Retards prononcés par rapport aux prévisions du rapport d'évaluation du projet (voir C3 ci-dessous).
591. ^{592.} Produits et réalisations	593. Le retard dans la réalisation de certaines études, le manque d'intérêt de certains prestataires et l'insuffisance des crédits alloués risquent d'affecter la programmation et la mise en œuvre des autres composantes du projet (pistes, recherche-développement, micro finance, etc.) ce qui affectera l'obtention des produits prévus.
594. ^{595.} Durabilité	596. Retard dans la formation et l'organisation des populations (associations et coopératives) qui est à la base de la démarche de mise en œuvre du projet et de sa durabilité.

597. Suivi

598. Question/problème	599. Mesure Recommandée	600. État de calendrier	601. État d'avancement	602.
603. Aménagement et infrastructures socio-économiques.	604. Lors des discussions avec les bénéficiaires, un engouement pressant se fait sentir pour la réalisation prioritairement de systèmes d'irrigation (séguías) et dans certains cas de pistes rurales. Pour ces dernières, la question de maintenance et donc de durabilité reste à résoudre. En effet, les bénéficiaires ne semblent pas s'engager sur cette voie et cela particulièrement pour les pistes. Compte tenu de l'importance des investissements pour ces infrastructures, la mission recommande d'étudier plus en profondeur cette question, notamment avec les autorités communales et le Ministère chargé de l'équipement afin de trouver une solution à cette question.	605. Non pré-cisé	606. Pour les pistes rurales, la DPA a engagé des concertations avec les communes rurales concernées et a pu valider le programme de 140 km de pistes identifiés à travers la consolidation des résultats des PDD. Avant l'engagement des travaux, des conventions pour la prise en charge de la maintenance des pistes seront signées entre le projet et les CR. En ce qui concerne les AUEA, des difficultés persistent pour ce qui concerne la création de nouvelles AUEA et la tenue des assemblées de celles existantes.	
607. Gestion financière.	608. Le FIDA a convenu avec le gouvernement de mettre en place une unité conjointe (MAPM, MEF) qui serait chargée de suivre les décaissements et de faciliter la mise en œuvre des actions du projet au niveau central.	609. Non pré-cisé	610. Une personne a été désignée au niveau de la DIAEA. Les relevés de dépenses sont transmis régulièrement à la direction du budget, mais l'unité ne tient pas de réunions.	
611. Passation des marchés.	612. Veiller à la bonne préparation des dossiers d'appel d'offres et respecter la procédure de soumission à la non-objection du FIDA (DAO, jugement des offres, et contrat).	613. Juin 2010	614. Satisfait	
615. Appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise.	616. La mission recommande de recruter dans les meilleurs délais un spécialiste en microfinance/micro-entreprises et de s'atteler à exécuter cette activité, notamment en faisant appel à des AMC ayant de l'expérience dans le domaine et ouvrant les possibilités de coopération à d'autres partenaires comme l'INDH qui semble au niveau provincial intéressé par ce type d'action qui pourrait améliorer les interventions dans le domaine de la mise en œuvre des actions génératrices de revenus.	617. Non pré-cisé	618. Malgré l'éclatement de la composante en deux parties, une concernant la partie microfinance qui peut être sous-traitée à une AMC et l'autre partie concernant la micro-entreprise, les difficultés persistent car aucune AMC n'a soumissionné à l'appel d'offres du 8 juin et pour les micro-entreprises l'Assistance Technique qui devra renfermer le spécialiste prévu pour l'encadrement de la partie micro-entreprise n'a pas encore été recruté.	
619. Conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt.	620. La DPA a rempli certaines conditions d'entrée en vigueur du prêt, notamment la mise en place de l'UGP au sein de la DPA de Boulemane (locaux séparés), la nomination de son directeur, d'un responsable de	621. Non pré-cisé	622. Le personnel de la Direction du Projet a été renforcé par l'engagement de deux ingénieurs (un agronome et un agroéconomiste) et de deux techniciens en génie rural dans le cadre d'un	

suivi-évaluation ainsi que d'un sociologue et d'un cadre spécialiste en phytatrie. En outre, l'ingénieur du génie rural, le forestier et le spécialiste en microfinance et micro-entreprises n'ont pas encore été déployés.

contrat d'assistance technique, deux nouveaux cadres sont affectés à la DPA et un troisième est prévu. De même, il est prévu de renforcer l'équipe du projet à travers le contrat d'assistance technique en cours de lancement.

623.

624. **Appendice 2: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus**

625.

main ction	627. Mesure convenue	628. Date	629. Mesures prises	630. Respon
écution du jet	632. Engager trois spécialistes-matières	633. Mars 2011	634. En cours	635. DP et MA
	637. Acheter les PDD	638. Mars 2011	639. Reporté à sept.2011	640. BE, DP, M
	642. Mettre à la disposition du projet les moyens de transport nécessaires	643. Mars 2011	644. Non réalisé	645. DP, MAP
	647. Activer la mise en œuvre des composantes AEP/pistes et micro finance/micro-entreprises	648. Année 2011	649. 1) AEP non réalisé, 650. 2) pistes en cours, 651. 3) micro-finances et micro entreprise manque d'intérêt des AMC	652. PD et MA
duits	654.	655.	656.	657.
forcement des acités	659. Finaliser et valider, par lots de 15 PDD et selon les dispositions du marché, les 60 PDD en cours de finalisation	660. Avant le 31/12/2010	661. Réalisé	662. UGP/BE
forcement des acités	664. Acheter le travail de terrain des 50 PDD	665. Avant le 31/12/2010	666. Réalisé	667. UGP/BE
forcement des acités	669. Finaliser et valider les 70 PDD restants	670. Avant le 31/3/010	671. En cours	672. UGP/BE
forcement des acités	674. Faire bénéficier dans la mesure du possible les femmes ayant suivi le programme d'alphabétisation des AGR	675. Au moment opportun	676. Initiée	677. UGP
énagement ro-agricole	679. Prendre en considération les AUEA ayant tenu leurs assemblées et bénéficié de la formation dans le choix des périmètres à aménager	680. Progressivement	681. Non encore appliquée	682. UGP/SM
duction d'eau able	684. Prévoir un programme d'AEP pour 2011 pour répondre aux besoins exprimés dans les PDD	685. Avant fin 2010	686. Non prévu	687. UGP-SM
duction d'eau able	689. Prendre en considération les besoins des PDD, la facilité d'entretien de l'AEP et les études réalisées par l'ONEP pour le choix des douars qui bénéficieront du programme ainsi que son programme d'AEP	690. Progressivement	691. Non concrétisé, à relancer	692. SMOP/DI
senclavement	694. Activer l'engagement et la réalisation de l'étude des pistes	695. 30/6/2011	696. Non réalisé (AO infructueux)	697. UGP/SM u d'étude
senclavement	699. Prévoir dans le PTBA 2011 un programme de travaux de pistes	700. Avant fin 2010	701. Fait	702. UGP-SM

mainie ction	627. Mesure convenue	628. Date	629. Mesures prises	630. Respon
<i>enclavement</i>	704. Accorder la priorité pour le programme 2011 aux douars dont la population est organisée pour assurer la maintenance des pistes aménagées	705. Progressivement	706. Fait avec les CR	707. UGP/SM
<i>nservation des x et des sols</i>	709. Assurer une meilleure coordination entre la DP et DPEFLCD	710. Régulièrement	711. Partiellement appliquée	712. DP/DPEFLCD d Boulema
<i>nservation des x et des sols</i>	714. Renforcer les actions de développement agricole dans les communes rurales relevant du projet d'Aménagement antiérosif du Bassin-versant en amont du barrage Allal El Fassi	715. Progressivement	716. Fait	717. DPA de Boulema
<i>nservation des x et des sols</i>	719. Activer la réalisation de l'étude de correction mécanique des ravins	720. 30/11/2010	721. Fait	722. UGP/BE
<i>cherche- veloppement</i>	724. Prévoir le lancement de la convention recherche-développement	725. 31/12/2010	726. En cours	727. UGP/SVA
<i>rocrédit et ro-entreprises</i>	729. Renforcer le suivi des AGR et des essais de démonstration et de distribution de plants fruitiers	730. Progressivement	731. Renforcement du suivi limité par l'insuffisance des RH	732. UGP/CT
<i>nté animale</i>	734. Activer la réalisation du déparasitage interne et externe	735. 31/03/2011	736. Fait partiellement	737. UGP/SV
<i>nté animale</i>	739. Engager des négociations avec l'ONSSA pour trouver une solution au problème des moyens de fonctionnement	740. Dans les meilleurs délais	741. Non entrepris	742. UGP
<i>élioration torale</i>	744. Prévoir un programme d'amélioration pastorale pour l'année	745. Avant fin 2010	746. Non prévu	747. UGP/DIA
<i>rocrédit et ro-entreprises</i>	749. Etablir le projet de convention sur le microcrédit et le DAO pour la promotion de la micro-entreprise	750. Avant fin 2010	751. 1) projet de convention établi, 2) DAO en cours	752. UGP
<i>rocrédit et ro-entreprises</i>	754. Renforcer l'UGP par un spécialiste en micro-entreprise et micro finance	755. Début 2011	756. Appel d'offres lancé	757. UGP
<i>ordination et ction</i>	759. Renforcer l'UGP (engagement de 4 cadres et un aide-comptable à travers l'assistance technique)	760. Avant 31/03/2011	761. Appel d'offres lancé	762. UGP/BE
<i>ordination et ction</i>	764. Renforcer la DP en moyens de transport	765. Début 2011	766. Non concrétisé	767. UGP/MA
<i>ordination et ction</i>	769. Engager 4 cadres: un GR, un spécialiste en développement de l'élevage, un spécialiste en microcrédit et micro-entreprise et un aide comptable	770. CPS à préparer avant fin année 2010 et contrat à engager début 2011	771. Appel d'offres lancé	772. UGP/DIA
<i>ordination et ction</i>	774. Renforcer les moyens de fonctionnement de la DP	775. Pour les prochaines années	776. Non concrétisé	777. DIAEA/D
<i>ordination et ction</i>	779. Reprendre le PTBA et le transmettre au FIDA par la voie officielle	780. Dans les meilleurs délais	781. Fait	782. DP
<i>pects ciaires</i>	784. Mettre en place les crédits nécessaires pour respecter le planning de réalisation	785. A partir de 2011	786. Renforcement des crédits partiellement	787. MAPM/M
<i>pects ciaires</i>	789. Suivre l'amendement de l'Accord de prêt avec l'OFID	790. Avant fin 2010	791. Fait	792. DP/DIAE
<i>pects</i>	794. Mettre en place des registres	795. Mars 2011	796. Non concrétisé	797. DPA/SS

main ction	627. Mesure convenue	628. Date	629. Mesures prises	630. Respon
ciaries	spécifiques au projet (écritures comptables, marchés et inventaire)			
pects ciaries	799. Tenir à jour le livre comptable d'engagement et de paiement	800. 31/12/2010	801. Non concrétisé	802. SS
pects ciaries	804. Aménager un local pour les archives du projet	805. Juin 2011	806. Non concrétisé	807. DPA/SS/
pects ciaries	809. Développer une application informatique pour le suivi du projet	810. Juin 2011	811. En cours	812. DPA/SS/
pects ciaries	814. Transmettre à la Direction du Budget les ECD des paiements effectués y compris ceux des CT	815. Fin octobre-début novembre 2010	816. Fait	817. DPA/SS
pects ciaries	819. Transmettre à la fin de chaque trimestre à la DB, selon le cas, les états certifiés de dépenses et les pièces justificatives des dépenses ne rentrant pas dans les seuils de l'ECD	820. Fin de chaque trimestre	821. Fait	822. DPA/SS
pects ciaries	824. Joindre les copies des pièces justificatives aux ECD envoyées à l'appui des demandes de décaissement	825. Pour l'ECD objet de la demande de décaissement n° 2 et celles à venir	826.	827. DPA/SS
pects ciaries	829. Revoir la rédaction des CPS pour ne pas reproduire des prescriptions figurant déjà dans le CCAG et y prévoir des définitions développées des prix.	830. Pour les nouveaux appels d'offres	831. Fait partiellement	832. UGP/SS
pects ciaries	834. Revoir la rédaction des RC pour se limiter aux sept points indiqués dans l'article 18 du décret 2.06.388 du 05/02/2007	835. Pour les nouveaux appels d'offres	836. Fait partiellement	837. UGP/SS
pects ciaries	839. Nuancer les critères d'admission des concurrents et d'évaluation des offres en rapport avec la faible importance et le peu de complexité des prestations objet des marchés	840. Pour les nouveaux appels d'offres	841. Fait partiellement	842. UGP/SS
pects ciaries	844. Archiver, au niveau des dossiers tenus par le SS, des copies des attachements et situations avec les décomptes correspondants et en tenir compte pour les nouveaux paiements	845. 31 mars 2011 846.	847. Non fait	848. UGP/SS
pects ciaries	850. Archiver, au niveau des dossiers tenus par le SS, les copies des factures pour les marchés de fournitures et des études et en tenir compte pour les nouveaux paiements	851. 31 mars 2011 852.	853. Partiellement fait	854. UGP/SS
pects ciaries	856. Mettre en place des registres spécifiques au projet (écritures comptables, marchés et inventaire)	857. Mars 2011	858. Fait pour les engagements et les ordonnancements et non fait pour l'inventaire	859. DPA/SS
tabilité	861. Activer la constitution des AUEA et l'organisation de celles existantes	862. Décembre 2010	863. En cours	864. SMOP/BE
tabilité	866. Activer la réalisation des formations des AUEA	867. Décembre 2010	868. Non réalisée	869. SMOP/BE
tabilité	871. Elaborer et valider l'ensemble des PDD	872. 31/03/2011	873. En cours	874. UGP/BE

875. Appendice 3: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

876.

877. Tableau 3A: Exécution des obligations de financement par source de financement

878. Source de financement	879. Approbation 880. (en milliers d'USD)	881. Décaissements (en milliers d'USD)	882. Décaissements 883. en pourcentage
884. Prêt du FIDA	885. 16 206	886. 2112,27	887. 13,03
888. Don du FIDA	889.	890.	891.
892. Cofinancier	893. 9810	894. 0,00	895. 0,00
896. Gouvernement	897. 7 162	898. 506,73	899. 7,08
900. National	901. 1221	902. 83,02	903. 6,80
904. Total	905. 34399	906. 2702,02	907. 7,86

908.

909. Tableau 3B: Exécution des obligations de financement par composante (en milliers d'USD)

910.	911. Prêt du FIDA			912. Fonds OPEP			913. Gouvernement			914. National		
916. Composante	917. Montant approuvé	918. Montant affectif	919. %	920. Montant approuvé	921. Montant effectif	922. %	923. Montant approuvé	924. Montant affectif	925. %	926. Montant approuvé	927. Montant affectif	928. %
932. Renforcement des capacités locales	933. 1231	934. 205,92	935. 16,73	936.	937.	938.	939. 704	940. 41,18	941. 5,85	942.	943.	944.
948. Aménagement et infrastructures socio-économiques	949. 6217	950. 429,17	951. 69,9	952. 9810	953. 223,18	954. 2,2	955. 2944	956. 130,47	957. 4,43	958. 724	959. 0	960.
964. Intensification et diversification de la production agricole	965. 6469	966. 488,28	967. 75,5	968.	969.	970.	971. 2427	972. 151,80	973. 6,25	974. 497	975. 83,02	976.
980. Appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise	981. 1551	982. 380,79	983. 25,5	984.	985.	986.	987. 221	988. 76,1	989. 3,40	990.	991.	992.

996. Coordinati on et gestion du projet	997. 737	998. 2 9 5, 6 9	999. 4 0 , 1 2	1000.	1001.	1002	1003. 8 66	1004. 170,74	1005. 19,7	1006.	1007.	1
1012. Imprév us	1013.	1014.	1015.	1016.	1017.	1018	1019.	1020.	1021.	1022.	1023.	1
1028. Total Général	1029. 1 620 6	1030. 1457,13	1031. 8,99	1032. 9810	1033. 223,18	1034. 2,2	1035. 7 162	1036. 501,80	1037. 7	1038. 221	1039. 83,02	1

1044.

1045.

1046.

1047. **Tableau 3C: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS, au 31/06/2011)**

1048. Catégorie	1049. Description de la catégorie	1050. Allocati on initiale	1051. A lloc atio n révi sée	1052. Décai ssements	1053. En attente
1056. I	1057. Aménagements hydrauliques et travaux 1058. (à l'exception des sous-composantes 2.2 et 2.3)	1059. 4 760 000	1060.	1061. 10849 2,06	1062. 186 771,05
1065. II	1066. Véhicules	1067. 230 000	1068.	1069. -	1070. -
1073. III	1074. Equipements et matériels	1075. 1 960 000	1076.	1077. 17506 6,81	1078. 390 36,97
1081. IV	1082. Formation, animation, études et assistance technique	1083. 1 110 000	1084.	1085. 14029 6,69	1086. 141 792,56
1089. V	1090. Contrats de prestations de services	1091. 2 070 000	1092.	1093. 44924 ,12	1094. 545 51,21
1097. VI	1098. Versement initial	1099. 1 120 000	1100.	1101. 845 4 34,70	1102. -
1105.	1106. Total	1107. 11 250 000	1108.	1109. 13142 13,38	1110. 422 151,79

1114.

1115.

1116. (*) Ce pourcentage est différent de celui indiqué au tableau 3A ci-dessus vu qu'il intègre le montant du compte d'avance.

1117. **Appendice 4: Respect des dispositions de l'Accord de financement:
état d'avancement**

1118.

1119. Section	1120. Disposition	1121. Objectif/Date prévue	1122. État d'avanceme 1123. Date
1125. Section 2.03	1126. L'Emprunteur doit ouvrir et administrer un compte spécial du prêt en MAD; le Fonds effectue en son nom un ou plusieurs retraits du Compte de prêt à hauteur d'un montant global équivalent de 10 millions de MAD	1127.	1128. Compte ouvert et versement d 10 millions d MAD effectu
1130. Section 2.04	1131. L'emprunteur utilise les fonds du prêt pour le financement exclusif des dépenses autorisées conformément aux dispositions de l'Accord de prêt	1132.	1133. Dispositio respectée
1135. Section 3.02	1136. L'UGP prépare annuellement un projet de PTBA	1137. Projet de PTBA à soumettre au FIDA pour non- objection 90 jours avant le	1138. Dispositio respectée

1119. Section	1120. Disposition	1121. Objectif/Date prévue début de chaque année budgétaire	1122. État d'avancement 1123. Date
1140. Section 3.05	1141. Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux procédures énoncées à l'annexe 4	1142.	1143. Disposition respectée
1145. Section 4.01	1146. L'UGP établit et tient un système approprié de gestion capable de suivre le projet conformément aux dispositions de la section 8.02 des conditions générales et au guide pratique de suivi-évaluation des projets de développement rural	1147. Août 2007	1148. Disposition respectée, cependant l'application devait être élaborée par le projet n'est pas encore conçue
1150. Section 4.02	1151. Présentation au FIDA, tous les six mois, de rapports sur l'avancement des activités	1152. Dans les 3 mois qui suivent la fin de chaque semestre	1153. Disposition non respectée
1155. Section 4.03	1156. Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	1157. 2011	1158.
1160. Section 5.02	1161. Présentation du rapport d'audit au FIDA	1162. Avant juin 20011	1163. Disposition en cours
1165. Annexe 3A.03	1166. L'Emprunteur prend en charge l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services nécessaires au projet.	1167.	1168. Disposition respectée

1170. Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

1171.

1172. Composante/volet du projet/activité	1174. Unité	1175. Total	1176. PTBA 2007	1178. PTBA	1179. PTBA	1180. PTBA	1181. PTBA	1182. Réalisation PTBA 2007	1183. Réalisation	1184. Réalisation
					2009	2010	2011		2008	2009
		1218.1	1218.2	1219.3	1220.4	1221.5	1222.6	1223.7	1224.8	1225.9
1233. I- RENFORCEMENT DES CAPACITES LOCALES	1234.	1235.	1236.	1237.	1238.	1239.	1240.	1241.	1242.	1243.
1248. A. Animation et appui à l'élaboration des PDD	1249.	1250.	1251.	1252.	1253.	1254.	1255.	1256.	1257.	1258.
1263. 1. Formation des animateurs	1264.	1265.	1266.	1267.	1268.	1269.	1270.	1271.	1272.	1273.
1278. Consultant national	1279. pers. moi	1280. 12	1281. 2	1282.	1283.	1284.	1285.	1286. 1	1287. 0,5	1288.

1172. Composante/volet du 1173. projet/activité	1174. Unité	1175. Total	1176. PTBA 1177. r 2007	1178. PTBA	1179. PTBA	1180. PTBA	1181. PTBA	1182. Réalisa- ti o	1183. Réalisa- ti o	1184. Réalisa- ti o
		1218. 1	1219. 2	1220. 3	1221. 4	1222. 5	1223. 6	1224. 7	1225. 8	1226. 9
1293. 2. Equipes d'animation et d'appui 1308. Ingénieurs 1323. Techniciens 1338. 3. Elaboration des PDD 1353. 4. Equipes d'animation 1368. Animateurs 1383. 5. Aménagement des locaux 1398. CTBoulemane 1413. B. Formation des populations 1428. Contrat pour formateurs en alphabétisation 1443. Formation des associations et/ou coopératives 1458. Journées de sensibilisation et d'animation	1294. s	1295.	1296.	1297.	1298.	1299.	1300.	1301.	1302.	1303.
	1309. pers. m oi s	1310. –	1311.	1312.	1313.	1314.	1315. 10	1316.	1317.	1318.
	1324. pers. a n n é e	1325. –	1326.	1327.	1328.	1329.	1330. 2	1331.	1332.	1333.
	1339. PDD	1340. 150	1341. 20	1342. 30	1343. 100	1344. 100	1345. 55	1346. 5	1347. 15	1348. 3
	1354.	1355.	1356.	1357.	1358.	1359.	1360.	1361.	1362.	1363.
	1369. pers. a n n é e	1370. 40	1371.	1372. 1,2	1373.	1374.	1375.	1376.	1377. 1,2	1378.
	1384.	1385.	1386.	1387.	1388.	1389.	1390.	1391.	1392.	1393.
	1399. m²	1400. 150	1401.	1402.	1403.	1404. 150	1405.	1406.	1407.	1408.
	1414.	1415.	1416.	1417.	1418.	1419.	1420.	1421.	1422.	1423.
	1429. pers. a n n é e	1430. 48	1431.	1432. 9	1433. 9	1434. 16	1435. 16	1436.	1437. 7	1438.
	1444. session	1445. 26	1446.	1447. 3	1448.	1449. 3	1450.	1451.	1452. 0	1453.
	1459. journée	1460.	1461. 2	1462.	1463.	1464.	1465.	1466. 2	1467.	1468.
1473. II- PMH	1474.	1475.	1476.	1477.	1478.	1479.	1480.	1481.	1482.	1483.
1488. A. Travaux	1489.	1490.	1491.	1492.	1493.	1494.	1495.	1496.	1497.	1498.
1504. Aménagement de khattaras	1505. km	1506. 1	1507.	1508.	1509.	1510.	1511.	1512.	1513.	1514.
1519. Aménagement sources et points d'eau	1520. unité	1521. 3	1522.	1523.	1524. 1	1525. 1	1526.	1527.	1528.	1529.
1534. 1549. Construction ouvrages de dérivation	1535. 1550. unité	1536. 1551. 19	1537. 1552.	1538. 1553.	1539. 1554. 4	1540. 1555. 4	1541. 1556. 3	1542. 1557.	1543. 1558.	1544. 1559.

1172. Composante/volet du projet/activité	1174. Unité	1175. Total	1176. PTBA	1178. PTBA	1179. PTBA	1180. PTBA	1181. PTBA	1182. Réalisa- ti o	1183. Réalisa- ti o	1184. Réalisa- ti o
		1177. r 2007	1178. 2007	1179. 2007	1180. 2007	1181. 2007	1182. 2007	1183. 2007	1184. 2007	1185. 2007
1564. Revêtement séguias	1565. km	1566. 106	1567. 106	1568. 106	1569. 106	1570. 106	1571. 106	1572. 106	1573. 106	1574. 106
1579. B. Etudes	1580. forfait	1581. 106	1582. 106	1583. 106	1584. 106	1585. 106	1586. 106	1587. 106	1588. 106	1589. 106
1594. Etude et assistance technique des travaux PMH	1595. forfait	1596. 106	1597. 106	1598. 106	1599. 106	1600. 106	1601. 106	1602. 106	1603. 106	1604. 106
1609. Etudes techniques	1610. forfait	1611. 106	1612. 106	1613. 106	1614. 106	1615. 106	1616. 106	1617. 106	1618. 106	1619. 106
1624. Analyse béton	1625. forfait	1626. 106	1627. 106	1628. 106	1629. 106	1630. 106	1631. 106	1632. 106	1633. 106	1634. 106
1639. C. Formation des associations d'usagers	1640. forfait	1641. 106	1642. 106	1643. 106	1644. 106	1645. 106	1646. 106	1647. 106	1648. 106	1649. 106
1654. Formation des associations	1655. AUEA	1656. 106	1657. 106	1658. 106	1659. 106	1660. 106	1661. 106	1662. 106	1663. 106	1664. 106
1669. Journées de sensibilisation et d'animation	1670. journée	1671. 106	1672. 106	1673. 106	1674. 106	1675. 106	1676. 106	1677. 106	1678. 106	1679. 106
1684. III- DESENCLAVEMENT ET AEP	1685. forfait	1686. 106	1687. 106	1688. 106	1689. 106	1690. 106	1691. 106	1692. 106	1693. 106	1694. 106
1699. A. Pistes	1700. forfait	1701. 106	1702. 106	1703. 106	1704. 106	1705. 106	1706. 106	1707. 106	1708. 106	1709. 106
1714. Etudes	1715. forfait	1716. 106	1717. 106	1718. 106	1719. 106	1720. 106	1721. 106	1722. 106	1723. 106	1724. 106
1730. Travaux	1731. km	1732. 114	1733. 114	1734. 114	1735. 114	1736. 114	1737. 114	1738. 114	1739. 114	1740. 114
1745. B. AEP	1746. forfait	1747. 114	1748. 114	1749. 114	1750. 114	1751. 114	1752. 114	1753. 114	1754. 114	1755. 114
1760. Alimentation en eau potable	1761. douar	1762. 114	1763. 114	1764. 114	1765. 114	1766. 114	1767. 114	1768. 114	1769. 114	1770. 114
1775. C. Renforcement institutionnel SAM	1776. forfait	1777. 114	1778. 114	1779. 114	1780. 114	1781. 114	1782. 114	1783. 114	1784. 114	1785. 114
1790. 1. Suivi des travaux	1791. forfait	1792. 114	1793. 114	1794. 114	1795. 114	1796. 114	1797. 114	1798. 114	1799. 114	1800. 114
1805. Assistance technique des travaux	1806. forfait	1807. 114	1808. 114	1809. 114	1810. 114	1811. 114	1812. 114	1813. 114	1814. 114	1815. 114
1820. 2. Aménagement bâtiments	1821. forfait	1822. 114	1823. 114	1824. 114	1825. 114	1826. 114	1827. 114	1828. 114	1829. 114	1830. 114
1835. Siège Missour	1836. m²	1837. 180	1838. 180	1839. 180	1840. 180	1841. 180	1842. 180	1843. 180	1844. 180	1845. 180
1850. Subdivision Boulemane	1851. m²	1852. 340	1853. 340	1854. 340	1855. 340	1856. 340	1857. 340	1858. 340	1859. 340	1860. 340

1172. 1173.	Composante/volet du projet/activité	1174. Unité	1175. Total r 2007	1176. PTBA 2007	1178. PTBA	1179. PTBA 200	1180. PTBA 200	1181. PTBA 200	1182. Réalisa- ti o	1183. Réalisa- ti o	1184. Réalisa- t o
			1218. 1219. 1220. 1221. 1222. 1223. 1224. 1225. 12	1218. 1219. 1220. 1221. 1222. 1223. 1224. 1225. 12	1218. 1219. 1220. 1221. 1222. 1223. 1224. 1225. 12	1218. 1219. 1220. 1221. 1222. 1223. 1224. 1225. 12	1218. 1219. 1220. 1221. 1222. 1223. 1224. 1225. 12	1218. 1219. 1220. 1221. 1222. 1223. 1224. 1225. 12	1218. 1219. 1220. 1221. 1222. 1223. 1224. 1225. 12	1218. 1219. 1220. 1221. 1222. 1223. 1224. 1225. 12	1218. 1219. 1220. 1221. 1222. 1223. 1224. 1225. 12
1865.	IV- CONSERVATION DES EAUX ET DES SOLS	1866.	1867.	1868.	1869.	1870.	1871.	1872.	1873.	1874.	1875.
1880.	A. Etudes	1881.	1882.	1883.	1884.	1885.	1886.	1887.	1888.	1889.	1890.
1895.	Etude techniques de la correction mécanique des ravins et stabilisation des berges	1896. forfait	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.
1910.	B. Travaux	1911.	1912.	1913.	1914.	1915.	1916.	1917.	1918.	1919.	1920.
1925.	Stabilisation des berges	1926. m³	1927. 20 000	1928.	1929.	1930. 2 600	1931. 6 200	1932. 7 000	1933.	1934.	1935.
1940.	Correction des ravins	1941. m³	1942. 30 000	1943.	1944.	1945. 11 000	1946. 3 800	1947. 10 000	1948.	1949.	1950. 5 000
1955.	Murettes et épierrage	1956. hectare	1957. 1 500	1958.	1959.	1960. 17	1961. 17	1962. 100	1963.	1964.	1965.
1970.	C. Formation	1971.	1972.	1973.	1974.	1975.	1976.	1977.	1978.	1979.	1980.
1985.	Ingénieurs et techniciens	1986. pers.	1987. 24	1988.	1989.	1990. 6	1991.	1992. 8	1993.	1994.	1995. 0
2001.	Sensibilisation bénéficiaires	2002. session	2003. 60	2004.	2005.	2006. 10	2007.	2008.	2009.	2010. 5	2011.
2016.	V- DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION VEGETALE	2017.	2018.	2019.	2020.	2021.	2022.	2023.	2024.	2025.	2026.
2031.	A. Développement de l'arboriculture et des cultures alternatives	2032.	2033.	2034.	2035.	2036.	2037.	2038.	2039.	2040.	2041.
2046.	Développement et extension de l'arboriculture fruitière	2047. plants	2048.	2049.	2050.	2051.	2052. 60 000	2053. 30 000	2054.	2055.	2056.
2062.	B. Formation	2063.	2064.	2065.	2066.	2067.	2068.	2069.	2070.	2071.	2072.
2077.	1. Formation des agriculteurs	2078.	2079.	2080.	2081.	2082.	2083.	2084.	2085.	2086.	2087.
2092.	Formation générale (fiches tech-écon. par culture)	2093. session	2094. 10	2095.	2096. 2	2097.	2098. 2	2099. 5	2100.	2101. 0	2102.
2107.	Formation technique en arboriculture et grandes cultures	2108. session	2109. 21	2110.	2111. 1	2112.	2113. 1	2114.	2115.	2116. 0	2117.

1172. Composante/volet du 1173. projet/activité	1174. Unité	1175. Total	1176. PTBA 1177. r 2007	1178. PTBA	1179. PTBA	1180. PTBA	1181. PTBA	1182. Réalisa- ti o	1183. Réalisa- ti o	1184. Réalisa- t o
		1211.	1218.	1219.	1220.	1221.	1222.	1223.	1224.	1225.
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
cultures										
2122. Atelier in situ de protection des plantes et analyse du sol	2123. session	2124.	2125.	2126.	2127.	2128.	2129.	2130.	2131.	2132.
2137. Voyages d'étude	2138. Voyage	2139.	2140.	2141.	2142.	2143.	2144.	2145.	2146.	2147.
2154.	2155.	14		3	2	1			2	
2169. 2. Démonstrations	2170.	2171.	2172.	2173.	2174.	2175.	2176.	2177.	2178.	2179.
2184. a. Démonstrations visant la production	2185.	2186.	2187.	2188.	2189.	2190.	2191.	2192.	2193.	2194.
2199. Plantations pilotes de safran en irrigué	2200. site	2201.	2202.	2203.	2204.	2205.	2206.	2207.	2208.	2209.
2214. Essais de démonstration pour les cultures maraichères en irrigué	2215. essai	2216.	2217.	2218.	2219.	2220.	2221.	2222.	2223.	2224.
2229. Essais de démonstration pour les légumineuses et fourrages	2230. essai	2231.	2232.	2233.	2234.	2235.	2236.	2237.	2238.	2239.
2244. Matériel pour les démonstrations goutte-à- goutte	2245. hectare	2246.	2247.	2248.	2249.	2250.	2251.	2252.	2253.	2254.
2259. Journées de sensibilisation et d'animation	2260. journée	2261.	2262.	2263.	2264.	2265.	2266.	2267.	2268.	2269.
2274. 3. Formation du personnel	2275.	2276.	2277.	2278.	2279.	2280.	2281.	2282.	2283.	2284.
2289. Formation en gestion et vulgarisation	2290. session	2291.	2292.	2293.	2294.	2295.	2296.	2297.	2298.	2299.
2304. Formation technique	2305. session	2306.	2307.	2308.	2309.	2310.	2311.	2312.	2313.	2314.
2319. C. Recherche- développement	2320.	2321.	2322.	2323.	2324.	2325.	2326.	2327.	2328.	2329.
2334. Convention pour recherche développement sur agriculture de montagne	2335. forfait	2336.	2337.	2338.	2339.	2340.	2341.	2342.	2343.	2344.
2349. D. Renforcement institutionnel	2350.	2351.	2352.	2353.	2354.	2355.	2356.	2357.	2358.	2359.
2364. 1. Aménagement des locaux	2365.	2366.	2367.	2368.	2369.	2370.	2371.	2372.	2373.	2374.
2379. Pour le SPA	2380. m²	2381.	2382.	2383.	2384.	2385.	2386.	2387.	2388.	2389.
2394. Pour le SPV	2395. m²	2396.	2397.	2398.	2399.	2400.	2401.	2402.	2403.	2404.
		100	100					50	50	
		220	220					110	110	
2409. VI- AMELIORATION SYLVO-PASTORALE ET DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE	2410.	2411.	2412.	2413.	2414.	2415.	2416.	2417.	2418.	2419.
2424. A. Travaux	2425.	2426.	2427.	2428.	2429.	2430.	2431.	2432.	2433.	2434.
2439. Aménagement de points d'eau	2440. unité	2441.	2442.	2443.	2444.	2445.	2446.	2447.	2448.	2449.
		11			2					

1172. Composante/volet du 1173. projet/activité	1174. Unité	1175. Total 1176. PTBA 1177. r 2007	1178. PTBA	1179. PTBA	1180. PTBA	1181. PTBA	1182. Réalisa- ti o	1183. Réalisa- ti o	1184. Réalisa- ti o	
		1218. 1	1219. 2	1220. 3	1221. 4	1222. 5	1223. 6	1224. 7	1225. 8	1226. 9
2454. Création de points d'eau	2455. unité	2456. 6	2457.	2458.	2459. 1	2460.	2461. 2	2462.	2463.	2464.
2471. 2486. B. Réhabilitation des écosystèmes forestiers	2472. 2487.	2473. 2488.	2474. 2489.	2475. 2490.	2476. 2491.	2477. 2492.	2478. 2493.	2479. 2494.	2480. 2495.	2481. 2496.
2501. Reboisement	2502. hectare	2503. 690	2504.	2505.	2506.	2507.	2508. 50	2509.	2510.	2511.
2516. C. Développement de l'élevage	2517.	2518.	2519.	2520.	2521.	2522.	2523.	2524.	2525.	2526.
2531. 1. Promotion de micro-entreprises d'élevage	2532.	2533.	2534.	2535.	2536.	2537.	2538.	2539.	2540.	2541.
2546. Promotion de l'apiculture	2547. ruches	2548. 1 200	2549.	2550. 100	2551. 100	2552. 100	2553. ?	2554.	2555. 180	2556. 32
2561. Promotion de l'élevage ovin	2562. tête	2563. —	2564.	2565. 40	2566. 40	2567. 40	2568. ?	2569.	2570. 61	2571. 11
2576. 2. Amélioration conduite ovine et caprine et génétique bovine	2577.	2578.	2579.	2580.	2581.	2582.	2583.	2584.	2585.	2586.
									2600. En cours	2601. 1 crée e
2591. Création et encadrement de groupements ANOC	2592. Groupe-ment	2593. 4	2594. 1	2595. 1	2596. 1	2597. 1	2598.	2599. En cours		
2606. Rétrocession de béliers	2607. tête	2608.	2609.	2610.	2611.	2612.	2613. 50	2614.	2615.	2616.
2621. Rétrocession de boucs	2622. tête	2623.	2624.	2625.	2626.	2627.	2628. 40	2629.	2630.	2631.
2636. Organisation de concours d'élevage	2637. concours	2638. 6	2639.	2640.	2641. 4	2642. 4	2643.	2644.	2645.	2646.
2651. D. Renforcement de la santé animale	2652.	2653.	2654.	2655.	2656.	2657.	2658.	2659.	2660.	2661.
2666. 1. Prophylaxie	2667.	2668.	2669.	2670.	2671.	2672.	2673.	2674.	2675.	2676.
2681. Lutte contre la varroase	2682. Ruches	2683.	2684.	2685.	2686.	2687.	2688. 2 000	2689.	2690.	2691.
					2701. 100					
2696. Traitements de déparasitage	2697. tête	2698.	2699.	2700.	2701. 0	2702. 0 200 000	2703.	2704.	2705.	2706.
2711. E. Recherche-développement études et transfert de technologie	2712.	2713.	2714.	2715.	2716.	2717.	2718.	2719.	2720.	2721.
2726. Caractérisation des écosystèmes sylvo-pastoraux	2727. forfait	2728. 1	2729. 1	2730.	2731.	2732. 1	2733.	2734.	2735.	2736. Résilié

1172. Composante/volet du 1173. projet/activité	1174. Unité	1175. Total	1176. PTBA 1177. r 2007	1178. PTBA	1179. PTBA	1180. PTBA	1181. PTBA	1182. Réalisa- ti o	1183. Réalisa- ti o	1184. Réalisa- ti o
		1211.	1218.	1219.	1220.	1221.	1222.	1223.	1224.	1225.
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
2741. Caractérisation des systèmes d'élevage	2742. forfait	2743. 1	2744. 1	2745.	2746.	2747.	2748.	2749. 0,1	2750. 0,9	2751.
2756. F. Formation	2757.	2758.	2759.	2760.	2761.	2762.	2763.	2764.	2765.	2766.
2771. 1. Cadres des services techniques	2772.	2773.	2774.	2775.	2776.	2777.	2778.	2779.	2780.	2781.
2786. Cadres et techniciens	2787. session	2788. 20	2789.	2790. 1	2791.	2792. 1	2793.	2794.	2795. 0	2796.
2801.	2802.	2803.	2804.	2805.	2806.	2807.	2808.	2809.	2810.	2811.
2816. 2. Bénéficiaires	2817.	2818.	2819.	2820.	2821.	2822.	2823.	2824.	2825.	2826.
2831. Formation des bénéficiaires	2832. session	2833.	2834.	2835.	2836.	2837. 2	2838. 5	2839.	2840.	2841.
2846. Voyages d'étude	2847. voyage	2848. 20	2849. 1	2850. 3	2851. 1	2852.	2853.	2854. 1	2855. 2	2856.
2861. Journées de sensibilisation et d'animation	2862. journée	2863. 17	2864. 6	2865. 8	2866.	2867.	2868.	2869. 6	2870. 8	2871. 1
2876. VII- APPUI AUX SERVICES FINANCIERS DE PROXIMITE ET PROMOTION DE LA MICRO-ENTREPRISE	2877.	2878.	2879.	2880.	2881.	2882.	2883.	2884.	2885.	2886.
2891. A. Diffusion du microcrédit en milieu rural	2892.	2893.	2894.	2895.	2896.	2897.	2898.	2899.	2900.	2901.
2906. Formation finance rurale UGP	2907. session	2908.	2909.	2910. 1	2911.	2912.	2913.	2914.	2915. 0	2916.
2921. Contrat de mise en œuvre du microcrédit en milieu rural avec une AMC	2922. Antenne s	2923. 8	2924.	2925.	2926. 4	2927. 4	2928. 4	2929.	2930.	2931.
2936. B. Promotion de la micro-entreprise	2937.	2938.	2939.	2940.	2941.	2942.	2943.	2944.	2945.	2946.
2951. 1. Etudes préalables	2952.	2953.	2954.	2955.	2956.	2957.	2958.	2959.	2960.	2961.
2966. Etudes de filières	2967. étude	2968. 1	2969. 1	2970.	2971.	2972.	2973.	2974. 0,2	2975. 0,7	2976. 0,
2981. Etude sur l'identification et l'accompagnement des AGR porteuses	2982.	2983.	2984.	2985.	2986.	2987.	2988. 1	2989.	2990.	2991.
2996. 2. Mise en œuvre des activités de formation et suivi-conseil	2997.	2998.	2999.	3000.	3001.	3002.	3003.	3004.	3005.	3006.
3011. Journées de sensibilisation et d'animation au profit de la population rurale	3012. Journée	3013.	3014. 2	3015. 7	3016.	3017.	3018.	3019. 2	3020. 7	3021.
3026. VIII- COORDINATION ET GESTION DU PROJET	3027.	3028.	3029.	3030.	3031.	3032.	3033.	3034.	3035.	3036.
3041. A. Bâtiments	3042.	3043.	3044.	3045.	3046.	3047.	3048.	3049.	3050.	3051.
3056. Réhabilitation salle de réunion	3057. m²	3058. 80	3059. 80	3060.	3061.	3062.	3063.	3064. 48	3065.	3066.

1172. Composante/volet du 1173. projet/activité	1174. Unité	1175. Total	1176. PTBA 1177. r 2007	1178. PTBA	1179. PTBA	1180. PTBA	1181. PTBA	1182. Réalisa- ti o	1183. Réalisa- ti o	1184. Réalisa- t o
		1218. 1	1219. 2	1220. 3	1221. 4	1222. 5	1223. 6	1224. 7	1225. 8	1226. 9
3071. Construction nouveaux bureaux	3072. m²	3073. 80	3074. 80	3075.	3076.	3077.	3078.	3079. 48	3080.	3081.
3086. B. Personnel contractuel	3087.	3088.	3089.	3090.	3091.	3092.	3093.	3094.	3095.	3096.
3101.	3102. pers. 3117. a n n é e	3103.	3104.	3105.	3106.	3107.	3108.	3109.	3110.	3111.
3116. Aide-comptable		3118.	3119.	3120.	3121. 1	3122. 1	3123. 1	3124.	3125.	3126.
3131. Spécialiste en génie rural	3132. pers. a n n é e	3133.	3134.	3135.	3136. 1	3137. 2	3138. 2	3139.	3140.	3141.
3146. Spécialiste en agronomie	3147. pers. a n n é e	3148.	3149.	3150.	3151.	3152. 1	3153. 1	3154.	3155.	3156.
3161. Spécialiste en agro- économie	3162. pers. a n n é e	3163.	3164.	3165.	3166. 1	3167. 1	3168. 1	3169.	3170.	3171.
3176. Spécialiste en micro finance microentreprise	3177. pers. a n n é e	3178.	3179.	3180.	3181.	3182.	3183. 1	3184.	3185.	3186.
3191. C. Activités de suivi- évaluation	3192.	3193.	3194.	3195.	3196.	3197.	3198.	3199.	3200.	3201.
3206. Atelier de démarrage du projet	3207. forfait	3208. 1	3209. 1	3210.	3211.	3212.	3213.	3214. 1	3215.	3216.
3221. Enquête de base	3222. forfait	3223. 1	3224. 1	3225.	3226.	3227.	3228.	3229. 0	3230. 0,75	3231. 0,2
3236. Enquête anthropométrique	3237. forfait	3238. 1	3239. 1	3240.	3241.	3242.	3243.	3244. 1	3245.	3246.
3251. Enquête sur l'accumulation des biens	3252. forfait	3253. 1	3254. 1	3255.	3256.	3257.	3258.	3259. 1	3260.	3261.
3266. D. Formation	3267.	3268.	3269.	3270.	3271.	3272.	3273.	3274.	3275.	3276.
3281. Formation du personnel de l'administration	3282. session	3283.	3284.	3285.	3286.	3287.	3288.	3289.	3290.	3291.

1172. Composante/volet du 1173. projet/activité	1174. Unité	1175. Total	1176. PTBA 1177. r 2007	1178. PTBA	1179. PTBA	1180. PTBA	1181. PTBA	1182. Réalisa- ti o	1183. Réalisa- ti o	1184. Réalisa- t o
		1218. 1	1219. 2	1220. 3	1221. 4	1222. 5	1223. 6	1224. 7	1225. 8	1226. 9
impliqué dans l'exécution du projet										

3296. 3297. 3298. 3299. 3300. 3301. 3302. 3303. 3304. 3305. 3306.
3311. 3312. 3313. 3314. 3315. 3316. 3317. 3318. 3319. 3320. 3321.
3326. EC: En cours
3327.
3328.

3329. **Appendice 6: Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits**

| 0. DESCRIPTION DU PROJET | 3331. INDICATEURS OBJECTIVEMENT VÉRIFIABLES | 3332. SOURCES DE VÉRIFICATION | 3333. HY E RIS |
|--|--|--|---|
| Objectif global
Les conditions de vie et de revenu des ménages pauvres des douars ciblés par le projet sont améliorées. | 3335.
3340. - A mi-parcours et à l'achèvement du projet, le nombre de ménages dont l'indice d'accumulation de biens s'est amélioré, a augmenté.
3341. - A mi-parcours et à l'achèvement du projet, la taille des enfants de moins de 5 ans ainsi que leur poids se sont améliorés
3342. - A mi-parcours et à l'achèvement du projet, le taux d'alphabétisation a augmenté respectivement de 10 et 20% chez les femmes et de 5 et 10% chez les hommes. | 3336.
3343. - Enquête sur les impacts du projet au démarrage, à mi-parcours et à l'achèvement du projet. | 3337.
3344. - P de la p nationa lutte co pauvres
3345. - S avec le Progra nationa sectori (routes eau po pour le popula rurales électrifi rurale, environ , etc.) |
| Objectif du projet
Les capacités de gestion participative s communautés d'un processus de développement rural durable contribuant à augmentation, la diversification et la sécurisation des revenus sont renforcées. | 3347.
3351. - Le revenu moyen de l'exploitation agricole de la zone du projet a augmenté à la fin du projet.
3352. - Au terme du projet, les Comités de Développement des Douars (CDD)* sont fonctionnels dans au moins 50% des douars ciblés.
3353. - 50% des organisations de base sont fonctionnelles et viables. | 3348.
3354. - Enquête sur les impacts du projet
3355.
3356.
3357.
3358.
3359. - Rapports annuels de l'UGP
3360. | 3349.
3361. - L bénéfici projet dirigés groupe
3362. - R humain C.T., D D.R.E. insuffis prépar l'exécu participi projet |
| Résultats du projet | 3364. | 3365. | 3366. |
| Comp. 1: Renforcement des capacités locales | 3368. | 3369. | 3370. |
| 1.1. Le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des | 3374. - Au terme du projet, 70% des plans de développement de douars (PDD) sont agréés par le projet | 3378. - Rapports annuels de l'UGP | 3385. - F mobilis |

| 0. DESCRIPTION DU PROJET | 3331. INDICATEURS OBJECTIVEMENT VÉRIFIABLES | 3332. SOURCES DE VÉRIFICATION | 3333. HYDROLOGIE |
|--|--|--|---|
| <p>ions de développement local impliquant différents acteurs sociaux concernés opérationnel.</p> <p>1.2. La participation des femmes et des jeunes dans le processus participatif de planification, d'exécution et de suivi des actions de développement local est encouragée.</p> <p>1.3. L'encadrement du projet et des bénéficiaires est formé à l'approche participative.</p> | <p>et mis en exécution par les CDD.</p> <p>3375. - Au terme du projet, les groupes sociaux défavorisés (femmes et jeunes) sont représentés par au moins un membre dans les CDD d'au moins 50% des douars ciblés.</p> <p>3376. - Evolution du nombre de microprojets déposés par les femmes et inscrits.</p> <p>3377. - Nombre de personnel et d'opérateurs contractuels ayant bénéficié d'une formation en démarche participative.</p> | <p>3379. - Fiches de suivi.</p> <p>- Rapport d'examen à mi-parcours et d'achèvement</p> <p>3380.</p> <p>3381.</p> <p>3382.</p> <p>3383.</p> <p>- Evaluation par les bénéficiaires</p> <p>-</p> <p>3384.</p> | <p>femmes</p> <p>raison</p> <p>des co</p> <p>traditio</p> <p>de l'ins</p> <p>des an</p> <p>rurales</p> <p>3386.</p> |
| Comp. 2: Aménagements et infrastructures socio-économiques | 3388. | 3389. | 3390. |
| <p>2.1. Les infrastructures collectives de PMH, réalisées dans le cadre des PDD sont gérées rationnellement par les communautés.</p> <p>2.2. La gestion de l'environnement naturel est améliorée et le processus d'entretien et d'envasement du barrage est amélioré.</p> <p>2.3. Les pistes rurales et les systèmes d'irrigation, réalisés dans le cadre des PDD sont régulièrement entretenus.</p> | <p>3398. - 70% de séguias sont revêtus et 80% des seuils sont aménagés.</p> <p>3399. - Au terme du projet, l'irrigation sera renforcée et améliorée par la mise à disposition de volumes d'eau plus importants.</p> <p>3400. - Au terme du projet, 80% des infrastructures de PMH sont gérées et entretenues par un comité d'usagers.</p> <p>3401. - Au terme du projet, 70% des AUEA sont fonctionnelles.</p> <p>3402. - 4 500 ha épierrés et 5 000 ha ont reçu des travaux de CES.</p> <p>3403. - 70% de superficies érodées et traitées par des ouvrages de CES ont été plantées.</p> <p>3404. - Les bénéficiaires sont organisés pour l'entretien des aménagements de CES.</p> <p>3405. - Au terme du projet, 60% des berges menacées de sapement sont protégées.</p> <p>3406. - Au terme du projet, 60% des pistes rurales sont gérées et entretenues par la commune en association avec les bénéficiaires.</p> | <p>3407. - Rapport de supervision</p> <p>3408.</p> <p>3409. - Enquête sur les impacts du projet</p> <p>3410.</p> <p>3411. - Rapport d'examen à mi-parcours et de clôture</p> <p>3412.</p> <p>3413.</p> <p>3414. - Evaluation par les bénéficiaires</p> <p>3415.</p> <p>3416.</p> <p>3417. - Rapports d'activités de l'Unité de gestion du projet</p> | <p>3418.</p> <p>3419.</p> <p>3420.</p> <p>3421.</p> <p>3422.</p> <p>3423. Les membres formés de l'AUEA n'assurent pas la démultiplication de la force de travail</p> <p>3424.</p> <p>3425.</p> <p>3426.</p> <p>3427.</p> <p>3428. La production rurale de moineaux d'entretien des pistes</p> |
| Comp. 3: Intensification et diversification de la production agricole | 3430. | 3431. | 3432. |
| <p>3.1. Les systèmes de culture adaptés aux conditions naturelles sont diversifiés et intensifiés.</p> <p>3.2. Les parcours et les terres communales sont réhabilités et gérés</p> | <p>3440. - 50% des exploitations de la zone du projet ont introduit au moins une technique.</p> <p>3441. - Amélioration des rendements des cultures et de la productivité du troupeau.</p> <p>3442. - 5 000 ha de plantations fruitières, et 1 500 ha d'arbustes fourragers réalisés.</p> <p>3443. - 150 ha de safran cultivés.</p> <p>3444. - La production pastorale et fourragère est augmentée de 5% à l'étape de mi-parcours et de 12% au</p> | <p>3447. - Enquêtes sur les impacts du projet</p> <p>3448.</p> <p>3449.</p> <p>3450. - Rapport de supervision</p> <p>3451.</p> <p>3452. - Rapport d'examen à mi-</p> | <p>3456.</p> |

| 0. DESCRIPTION DU PROJET | 3331. INDICATEURS OBJECTIVEMENT VÉRIFIABLES | 3332. SOURCES DE VÉRIFICATION | 3333. HY
E
RIS |
|---|---|--|--|
| <p>onnellement par les éleveurs organisés
ns le cadre d'un schéma participatif
ménagement.</p> <p>3.3. Les systèmes d'élevage sont
aptés aux conditions naturelles.</p> | <p>terme du projet.</p> <p>3445. - 70% de points d'eau sont bien gérés par les
ayants droits.</p> <p>3446. - Le rendement moyen en viande des
exploitations des ménages pauvres a augmenté de
5% à l'étape de mi-parcours et de 15% au terme du
projet.</p> | <p>parcours et de clôture</p> <p>3453.</p> <p>3454. - Evaluation par
les bénéficiaires</p> <p>3455. - Rapports
d'activités de l'Unité
de gestion du projet</p> | |
| Comp. 4: Appui aux services
anciers de proximité et promotion de
micro-entreprise. | 3458. | 3459. | 3460. |
| <p>4.1. Le micro-crédit fonctionne à
vers les AMC et l'accès au crédit moyen
ne est facilité.</p> <p>4.2. L'appui des populations locales à
création des micro-entreprises est
forcé.</p> | <p>3468. - Le taux d'accès au micro-crédit est de 35% de
la population à la fin du projet.</p> <p>3469. - La proportion des femmes bénéficiaires du
micro-crédit est de 40% à l'étape de mi-parcours et de 50%
au terme du projet.</p> <p>3470. - Au terme du projet 150 crédits moyen terme ont
été accordés à des micro-entreprises.</p> <p>3471. - Le taux de micro-entreprises opérationnelles
parmi celles créées est de 50% à l'étape de mi-parcours et
de 70% au terme du projet.</p> <p>3472. - Au terme du projet, 40% des femmes ayant
bénéficié de formations thématiques (y inclus
alphabétisation fonctionnelle et post alphabétisation) sont
engagées dans des activités génératrices de revenus.</p> | <p>3473. - Rapport de
supervision</p> <p>3474.</p> <p>3475. - Rapport
d'examen à mi-
parcours et de clôture</p> <p>3476.</p> <p>3477. - Evaluation par
les bénéficiaires</p> <p>3478.</p> <p>3479. - Enquêtes sur les
impacts du projet</p> <p>3480.</p> <p>3481. - Rapports
d'activités de l'Unité
de gestion du projet</p> | 3482. |
| Comp. 5: Coordination et gestion du
projet | 3484. | 3485. | 3486. |
| <p>5.1. La gestion des activités du projet
effective.</p> <p>5.2. Le système de suivi-évaluation
des activités du projet est opérationnel.</p> | <p>3493. - Une unité de gestion du projet est opérationnelle
au plus tard à la fin de la 1ère année du projet.</p> <p>3494.</p> <p>3495.</p> <p>3496.</p> <p>3497. - Le taux minimal d'utilisation des indicateurs de
suivi-évaluation des effets et de l'impact du projet est
de 50% à l'étape de mi-parcours et de 70% au terme
du projet.</p> <p>3498.</p> | <p>3499.</p> <p>3500. - Rapport de
supervision</p> <p>3501.</p> <p>3502.</p> <p>3503. - Rapport
d'examen à mi-
parcours et de clôture</p> <p>3504.</p> | <p>3505. - L
respon
matière
pas tou
redépl</p> <p>3506. - L
compé
des tro
respon
matière
(Socio
Microfi
Micro-
entrep
recruté
insuffis</p> |
| Activités du projet (voir listing des
activités ci-dessous) | 3508. | 3509. | 3510. |

3511.

3512. **Appendice 7: Gestion des savoirs, apprentissage et innovation**

3513. **Actions engagées en matière de gestion et de diffusion du savoir-faire**

3514. Le projet a produit des documents (études, modules de formation et guides) qu'il y a lieu de diffuser au sein de l'équipe du projet et des différents partenaires. Cependant, et en dépit des efforts fournis par l'UGP pour classer et archiver la documentation du projet, il n'existe pas une salle, à l'heure actuelle, réservée au stockage des documents et à leur classement qui peut être gérée par un employé de la DPA afin d'assurer la continuité et permettre de mieux circuler et diffuser le savoir-faire qui sera accumulé par le projet. La DPA devait réserver une salle pour mettre en place un Centre de documentation pour préserver les documents produits par le projet. En outre, l'équipe du projet devra synthétiser l'information renfermée dans les dossiers de l'ANOC, des CT, de l'association Al Hadaf et autres partenaires afin de faciliter leur utilisation et accéder facilement à l'information pertinente lors de la consultation de ces archives. Par ailleurs, il sera intéressant de lancer un site web de la DPA où une place sera réservée au projet et à la valorisation du savoir cumulé.

3515. La mission a appris que d'ores déjà, le PMV a pu capitaliser sur les résultats du PDRMO pour le lancement de la filière viande rouge ovine et caprine. En effet, ce sont les résultats obtenus avec les différents groupements de l'ANOC dans la zone du projet qui ont encouragé le MAPM à élargir la création des groupements et promouvoir un projet de développement de la filière viande rouge ovine et caprine.

3516. **Innovations**

3517. Les principales innovations notées, à ce stade de l'avancement du projet, sont:

- 1) l'externalisation de l'élaboration des PDD: l'expérience a été positive mais il faut faire des efforts en délais et en qualité des documents produits;
- 2) la consolidation des PDD au niveau du PCD: une relation a été tissée avec l'ADS responsable de l'élaboration des PCD pour l'intégration des résultats des PDD au niveau des PCD des CR de la zone du projet. La mission s'est assurée de cette intégration. Par ailleurs, le responsable de l'ADS au niveau local a précisé que la priorité sera également accordée aux CR les plus pauvres;
- 3) la mobilisation de cadres et techniciens à travers des bureaux d'études pour compenser le déficit en ressources humaines de la direction du projet;
- 4) l'externalisation de l'alphabétisation à des ONG locales est une réussite du projet;
- 5) la conditionnalité du bénéfice des AGR par la participation aux séances d'alphabétisation pour les femmes est un gage d'adhésion à ce programme, mais cette conditionnalité doit être aussi exigée pour les hommes.

3518.

3519.

3520. **Appendice 8: Situation et besoins en ressources humaines**

3521. **Tableau 1: Situation des ressources humaines de la DPA et des CT concernés par le PDRMO**

3522.

| 3523. Structure | 3524. Ingénieurs | 3525. Techniciens | 3526. A |
|---|--|--|---------|
| 3528. DPA | 3529. 1 | 3530. | 3531. |
| 3533. Service du support | 3534. | 3535. 3 techniciens (1 tech. chef du service+ 1 tech. chef B.compt+ 1 tech. chef B. marchés) | 3536. |
| 3538. Service de mise œuvre des projets | 3539. 2 ingénieurs (1 chef de service et chef du bureau des études d'aménagement). | 3540. 4 techniciens. | 3541. |

| | | | |
|---|---|---|--------------------|
| 3543. Service de la vulgarisation et de l'appui | 3544. 4 ingénieurs. (1 chef de service+ 1 chargé de l'animation + deux nouveaux cadres) | 3545. 7 techniciens | 3546. 1 technicien |
| 3548. Service des aides et des incitations | 3549. 1 ingénieur. | 3550. 2 techniciens | 3551. 1 technicien |
| 3553. S/Total DPA | 3554. 8 | 3555. 16 | 3556. 1 |
| 3558. CT Outat El Haj | 3559. | 3560. 3 vulgarisateurs dont 1 Directeur du CT | 3561. 1 technicien |
| 3563. CT Boulemane | 3564. 1 ingénieur directeur du CT | 3565. 5 vulgarisateurs dont 1 vulgarisatrice | 3566. 1 technicien |
| 3568. CT Skoura | 3569. 1 Ingénieur directeur du CT | 3570. 2 techniciens dont une secrétaire | 3571. 1 technicien |
| 3573. S/T CT | 3574. 2 ingénieurs | 3575. 10 | 3576. 1 |
| 3578. Total DPA et CT | 3579. 10 | 3580. 26 | 3581. 1 |

3583.

3584.

3585. **Appendice 8: Situation et besoins en ressources humaines**

3586. **Tableau 2: Besoins en ressources humaines du PDRMO**

3587.

3588.

| Profil | Besoins identifiés dans le rapport d'évaluation | | | Engagé | | | Recommandé par mission supervision | | | Prévu par DAO | | |
|---|---|---------------|-------------------|--------|-------|------------------|------------------------------------|-------|------------------|---------------|----------------------|------------|
| | Nbre | Durée | Coût en DH | Nbre | Durée | Coût en DH | Nbre | Durée | Coût en DH | Nbre | Durée | Coût en DH |
| Chef de l'UGP | 1 | Fonctionnaire | | | | | | | | | | |
| Agro-économiste | 1 | Fonctionnaire | | 1 | | 1 199 880 | | | | | | |
| Aide comptable | 1 | Fonctionnaire | | | | | 1 | 4 ans | | 1 | 670 H/J | |
| Forestier | 1 | Fonctionnaire | | | | | | | | | | |
| Sociologue | 1 | 8 ans | 2 080 512 | | | | | | | | | |
| Spéc.micofinance microentreprise | 1 | 8ans | 2 080 512 | | | | 1 | 4 ans | | 1 | 400 H/J | |
| Agronome | 1 | Fonctionnaire | | 1 | | 1 199 880 | | | | | | |
| Pastoraliste | 1 | Fonctionnaire | | | | | 1 | 4 ans | | | | |
| GR/CES | 1 | Fonctionnaire | | | | | 1 | 4 ans | | 2 | 670H/J+
400H/J | |
| Animateurs | 5 | 8 ans | 2 600 640 | | | | | | | 7 | 670H/J/
animateur | |
| Animatrices | 5 | 8 ans | 2 600 640 | | | | | | | | | |
| AT Microcrédit | | | 122 156 | | | | | | | | | |
| PDD | | | 1 061 533 | | | 2 267 976 | | | | | | |
| AT/UGP microentreprise | | | 236 391 | | | | | | | | | |
| AT microentreprise | | | 72 144 | | | | | | | | | |
| AT UGP | | | | | | 199 920 | | | | | | |
| AT Travaux | | | | | | 812 040 | | | | | | |
| Total | | | 10 854 528 | | | 5 679 696 | | | 4 500 000 | | | |
| Reliquat | | | | | | 5 174 832 | | | | | | |